



Direction Générale des Finances

Direction du Budget

**PROJET
DE LOI DE FINANCES
POUR L'ANNEE 2002**

MEF/DGF/DB/BAF/PD

NB : Ce document n'a aucune valeur juridique, seuls les documents officiels font foi.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|---------------|
| A- EXPOSE GENERAL DES MOTIFS | I-VIII |
| B- EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE | 1 |
| Liste des articles | 2 |
| PREMIERE PARTIE : VOIES ET MOYENS ET AUTORISATION A PERCEVOIR DES RESSOURCES PUBLIQUES | 3 |
| Equilibre général du budget | 3 |
| Dispositions relatives aux ressources | 4-5 |
| DEUXIEME PARTIE : BUDGET GENERAL | 5 |
| DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES | 5-11 |
| COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | 11-18 |
| DISPOSITIONS DIVERSES | 19-21 |
| C- TABLEAUX RECAPITULATIFS | 22 |
| (Annexés à l'exposé des motifs par article) | |
| Budget général | 23 |
| I – Recettes | 24-26 |
| II – Dépenses | 27 |
| • Comparaisons par titre et par ministère des crédits ouverts par la loi de finances rectificative 2001 et ceux prévus dans la loi de finances 2002. | 28-34 |
| III – Comparaisons par secteur et par source de financement des autorisations de programme et des crédits de paiements des financements acquis et des prévisions de tirage de 2000 à 2002 | 35-37 |
| IV – Observations générales sur l'évolution des dépenses | 38-39 |
| V – Comptes spéciaux du Trésor | 40-41 |
| D- PROJET DE LOI | 42 |
| Projet de loi | 43-49 |
| Annexes législatives | 50 |
| • Annexe I : Budget général – recettes | 51-53 |
| • Annexe II : Comptes spéciaux du Trésor | 54-56 |
| • Annexe III : Réévaluation des services votés | 57-63 |
| • Annexe IV : Répartition des mesures nouvelles | 64-65 |
| • Annexe V : Budget Consolidé d'Investissement | 66-67 |
| Répartition des (AP et CP) et (FA et PT) mesures nouvelles | |
| • Annexe VI : Taxes parafiscales | 68-69 |
| • Annexe VII : Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs | 70-71 |
| • Annexe VIII : Service de la dette – Etat détaillé des encours et des échéances | 72-75 |

A – EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

La loi de Finances pour l'année 2002, intervient dans un contexte économique, interne, globalement favorable, caractérisé par :

- une amélioration de la croissance qui passe de 5,6 % en 2000 à 5,8 % en 2001, bien qu'au sein de l'UEMOA, on note l'apparition de quelques signes de ralentissement de l'activité économique avec une baisse de la croissance dans certains pays ;
- une relative stabilité des prix nonobstant l'instauration d'un taux de TVA de 18 % ;
- une inflation maîtrisée ;
- et une situation des finances publiques assainie, grâce à une nette amélioration des ressources fiscales et une gestion rigoureuse des dépenses publiques.

Cependant, sur le plan social, les efforts consentis pour promouvoir les services sociaux de base, ne permettent pas encore, une réduction significative de la pauvreté et une plus grande satisfaction de la demande sociale.

Aussi la loi de finances pour 2002, prend –elle en compte, la nécessité d'approfondir les réformes structurelles et sectorielles entreprises pour maintenir un niveau de croissance acceptable tenant compte du contexte économique mondial.

La loi de finances 2002 traduit également la volonté d'améliorer la viabilité financière de l'Etat en faisant progresser les recettes intérieures de 14,9 % et en consolidant les acquis réalisés dans la gestion des dépenses publiques.

Il est important de noter aussi que la présente loi de finances a été préparée et proposée sur la base du nouveau cadre juridique régissant les finances publiques des pays membres de l'UEMOA.

Il s'agit de la mise en application de la directive n°4/98/CM /UEMOA portant nomenclature budgétaire et de la directive n°5/97/CM/UEMOA portant loi organique relative aux lois de finances.

Ce nouveau dispositif vise à améliorer la gestion des opérations budgétaires, à favoriser la transparence et à assurer une plus grande efficacité de la surveillance multilatérale instaurée au sein de l'UEMOA.

S'agissant des orientations de la présente loi de Finances, une place importante est accordée à la satisfaction de la demande sociale à travers notamment l'accroissement des ressources allouées aux secteurs sociaux de base, afin d'atteindre les normes fixées dans ces domaines.

Aussi, la part du budget de l'Education passe de 31,56 % des dépenses budgétaires en 2001, à 32 % en 2002.

De même les crédits du budget de la Santé, se sont accrus pour atteindre 9,17 % soit au-delà de la norme de 9 % fixée par l'OMS.

Concernant les dépenses d'investissement financées sur ressources internes, elles ont connu une augmentation de 20,7 milliards par rapport à 2001, soit un accroissement de l'effort interne de l'Etat de plus de 22%.

La loi de finances 2002 prend également en compte :

- le renforcement de l'appui de l'Etat à la politique de décentralisation à travers l'augmentation d'un milliard du fond de dotation de la décentralisation et l'enveloppe de 1,5 milliard dégagée pour le règlement des factures d'électricité des communes ;

- l'appui au monde rural de 10 milliards, pour tenir compte de la baisse du prix de l'arachide ;
- le renforcement des moyens des services de sécurité ;
- la bonne participation du pays aux compétitions internationales (CAN et Coupe du Monde) ;
- l'augmentation des moyens pour la propreté de Dakar et des villes de l'intérieur ;
- le renforcement de la solidarité nationale et de la promotion sociale des femmes et des jeunes ;
- l'amélioration de l'environnement des activités productives.

Les grandes masses du budget 2002, se présentent ainsi :

A. LES RECETTES :

Les recettes totales internes du budget 2002 sont estimées à 688,3 milliards. Comparées à celles de 2001 (601,4 milliards), elles ont progressé de 86,9 milliards en valeur absolue et de 14,45 % en valeur relative.

Cette forte progression des recettes s'explique par la consolidation et le renforcement de l'efficacité des administrations fiscales et douanières, suite aux différentes réformes entreprises depuis l'année 2000, et par l'effet mécanique de l'institution d'un taux unique de TVA qui devrait générer des recettes supplémentaires d'une trentaine de milliards.

Ces recettes internes comprennent :

1.- Les recettes fiscales : arrêtées à 665,6 milliards contre 579,1 milliards en 2001. La hausse est de 86,5 milliards en valeur absolue et de 14,9 % en valeur relative.

2.- Les recettes non fiscales sont projetées à 14,7 milliards contre 12,3 milliards en 2001 soit une hausse de 2,4 milliards en valeur absolue et une variation relative de 19,5 %. Ce niveau de recettes non fiscales, ne prend pas en compte les recettes attendues des privatisations éventuelles, ni celles liées aux accords de pêche avec l'Union Européenne.

3.- Les autres recettes sont projetées à 8 milliards contre 10 milliards en 2001. Cette baisse s'explique par l'arrivée à terme de certains prêts rétrocédés.

B.- LES DEPENSES :

1.- Les dépenses de personnel sont projetées à 192 milliards contre 186 milliards en 2001, soit une hausse de 6 milliards en valeur absolue et de 3,2 % en valeur relative.

Ce niveau de dépenses de personnel prend en compte notamment, le montant des contingents militaires, l'incidence du changement de classification des ambassades, celle de l'élargissement de l'assiette de cotisation FNR et la prise en charge partielle des frais de transport des agents de l'Etat.

2.- Les autres dépenses courantes sont projetées à 227,7 milliards, niveau qui résulte d'un ratio sur le PIB de 6 % contre 5,8 % en 2001 et d'un solde budgétaire de base fixé à 2,4 % du PIB.

Cette performance traduit l'effort fourni pour améliorer le recouvrement des ressources propres et la gestion prudente des dépenses.

Comparées à leur niveau de 2001, soit 187,9 milliards, les autres dépenses courantes ont progressé de 39,8 milliards en valeur absolue et de 21,18 % en valeur relative.

3.- La dette publique : Elle est projetée à 144,3 milliards et représente 3,8 % du PIB contre 4 % en 2001. Elle devrait être allégée et son profil ramené à un niveau beaucoup plus viable, grâce à une politique d'endettement prudente du Gouvernement et aux économies attendues de l'Initiative PPTTE renforcée mise en place avec le soutien de nos partenaires au développement.

4.- Les dépenses en capital : Le montant total des ressources prévues au BCI 2002 s'élève à 392,687 milliards répartis comme suit :

- 142,3 milliards pour les dépenses en capital sur ressources internes (crédits de paiement) correspondant à une augmentation en valeur absolue de 20,7 milliards par rapport au BCI 2001 ;
- 250,387 milliards pour les dépenses en capital sur ressources extérieures.

L'enveloppe globale du BCI a progressé de près de 10% par rapport à celle du BCI 2001, tandis que l'effort interne de l'Etat s'est accru de plus de 22 % par rapport à l'année précédente ;

C.- LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR :

Ils sont arrêtés en ressources et en charges à 43,760 milliards contre 34,740 milliards en 2001. La hausse de 9 milliards constatée, s'explique essentiellement par les mesures prévues dans le cadre de l'assainissement du FNR et la bonne tendance du recouvrement des recettes de certains comptes.

D.- LE DEFICIT BUDGETAIRE :

Le déficit budgétaire de la loi de finances 2002 est projeté à 21,5 milliards, contre 24 milliards en 2001.

D'où le constat d'une nette amélioration par rapport à l'année 2001.

Comparativement à la loi de finances rectificative 1997, aux lois de finances 1998, 1999, 2000 et à la loi de finances rectificative 2001, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances pour l'année 2002 sont présentés dans le tableau ci-après :

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2001 | 2002 | ECARTS |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|----------------|
| | LFR | LF | LF | LF | LF | LFR | LF | LF01-LFR01 |
| BUDGET GENERAL | | | | | | | | |
| Recettes du budget général | 498.9 | 479.2 | 490.1 | 516.6 | 601.4 | 601.4 | 688.3 | 14.45% |
| Recettes ordinaires hors dons | 498.9 | 479.2 | 490.1 | 516.6 | 591.4 | 591.4 | 680.3 | 15.03% |
| Dons budgétaires | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| Autres recettes | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 10.0 | 10.0 | 8.0 | -20.00% |
| Charges du budget général | 367.0 | 338.0 | 376.1 | 417.7 | 490.5 | 618.9 | 562.0 | -9.19% |
| Traitements et salaires | 164.0 | 166.0 | 170.0 | 179.3 | 186.0 | 186.0 | 192.0 | 3.23% |
| Autres dépenses ordinaires | 128.0 | 101.0 | 125.6 | 142.5 | 187.9 | 297.1 | 227.7 | -23.36% |
| - dont Assainis. filières arachide électricité | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 105.0 | 0.0 | |
| Dépenses en capital | 75.0 | 71.0 | 80.5 | 95.9 | 116.6 | 135.8 | 142.3 | 4.79% |
| Solde Bud.Général hors dette pub Hors assain. | 131.9 | 141.2 | 114.0 | 98.9 | 110.9 | 87.5 | 126.3 | 44.34% |
| Solde Bud. Gén.hors dette pub. Y comp assain. | 131.9 | 141.2 | 114.0 | 98.9 | 110.9 | -17.5 | 126.3 | -821.71% |
| Dette publique | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 131.4 | 108.0 | 144.3 | 33.61% |
| Solde du Budget général | 131.9 | 141.2 | 114.0 | 98.9 | -20.5 | -125.5 | -18.0 | -85.66% |
| COMPTES SPECIAUX TRESOR | | | | | | | | |
| Ressources propres | 34.5 | 37.6 | 37.7 | 44.0 | 31.2 | 31.2 | 40.2 | 28.85% |
| Charges du budget général | 218.0 | 232.3 | 188.5 | 168.0 | 34.7 | 34.7 | 43.7 | 25.94% |
| Solde des comptes spéciaux | -183.5 | -194.7 | -150.8 | -124.0 | -3.5 | -3.5 | -3.5 | 0.00% |
| dont CAA et/ ou Avals et garanties | -182.9 | 191.1 | 150.1 | 136.2 | 3.5 | 3.5 | 3.5 | 0.00% |
| INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES | | | | | | | | |
| Ressources affectées | 230.4 | 239.1 | 230.6 | 245.7 | 240.8 | 241.1 | 250.4 | 3.86% |
| Dépenses d'investissement | 230.4 | 239.1 | 230.6 | 245.7 | 240.8 | 241.1 | 250.4 | 3.86% |
| Solde des Invest. sur ressources ext. | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| SOLDE GLOBAL | | | | | | | | |
| hors dons et assainissements | -51.6 | -53.5 | -36.8 | -25.1 | -24.0 | -24.0 | -21.5 | -10.42% |
| Y compris dons et assainissements | -51.6 | -53.5 | -36.8 | -25.1 | -24.0 | -129.0 | -21.5 | -83.33% |

Telle est l'économie du présent projet loi soumis à votre approbation.

B – EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

LISTE DES ARTICLES

| ARTICLES | PREMIERE PARTIE : VOIES ET MOYENS ET AUTORISATION A PERCEVOIR DES RESSOURCES PUBLIQUES | N° de page |
|---|--|------------|
| 1 | Equilibre général | 3 |
| 2 | Evaluation des ressources | 4 |
| DEUXIEME PARTIE : BUDGET GENERAL | | |
| A- DEPENSES ORDINAIRES | | |
| 3 | Dépenses ordinaires : services votés | 5-6 |
| 4 | Dépenses ordinaires : mesures nouvelles | 7 |
| B- DEPENSES EN CAPITAL | | |
| 5 | Dépenses en capital sur ressources propres: mesures nouvelles | 8-9 |
| 6 | Dépenses en capital sur ressources extérieures: mesures nouvelles | 10-11 |
| C : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | | |
| 7 | Comptes d'affectation spéciale : mesures nouvelles | 11-12 |
| 8 | Dispositions relatives aux soldes des comptes d'affectation spéciale : | 13 |
| 9 | Comptes de commerce : mesures nouvelles - | 13-14 |
| 10 | Compte de règlement avec les gouvernements étrangers : mesures nouvelles | 14 |
| 11 | Comptes d'opérations monétaires : mesures nouvelles | 15 |
| 12 | Comptes de prêts : mesures nouvelles | 15-16 |
| 13 | Comptes d'avances : mesures nouvelles | 16-17 |
| 14 | Comptes de garanties et d'avaux : mesures nouvelles | 17 |
| 15 | Affectations comptables | 18 |
| D- : DISPOSITIONS DIVERSES | | |
| 16 | Taxes parafiscales | 19 |
| 17 | Crédits évaluatifs | 19 |
| 18 | Dispositions relatives à l'engagement des dépenses | 20 |
| 19 | Autorisation de recourir aux instruments de gestion de la trésorerie. | 20-21 |

PREMIERE PARTIE : VOIES ET MOYENS ET AUTORISATION DE PERCEPTION DE RESSOURCES PUBLIQUES

Cette première partie de la loi de finances a pour objet de déterminer les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier du budget et d'autoriser la perception des ressources publiques conformément à l'article 32 de la loi n°2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances

A – VOIES ET MOYENS

ARTICLE PREMIER : Equilibre général du Budget

Texte de l'article

« I- Pour la loi de Finances de l'année 2002, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

En milliards de francs

| RESSOURCES | | CHARGES | | SOLDE |
|---------------------------------------|--------------|------------------------------|---------------|--------------|
| A - BUDGET GENERAL | | | | |
| A 1 - Recettes internes | 688.3 | dépenses internes | 706.3 | -18.0 |
| Titre 0 71 Recettes fiscales | 665.6 | Titre 1 dette publique | 144.3 | |
| Titre 0 72 Recettes non fiscales | 14.7 | Titre 2 personnel | 192.0 | |
| Titre 0 76 Autres Recettes | 8.0 | Titre 3 et 4 autres dépenses | 227.7 | |
| | | Titre 5 investissement | 142.3 | |
| A 2 - Recettes externes | 250.4 | dépenses externes | 250.4 | 0.0 |
| Titre 0 12 à 17 Tirage Dons et emprur | 250.4 | Titre 5 investissement | 250.4 | |
| TOTAL A = (A1 + A2) | 938.7 | | 956.7 | -18.0 |
| B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | | | | |
| Titre 7- Recettes | 40.2 | Titre 7 Dépenses | 43.7 | -3.5 |
| TOTAL C = (A + B) | 978.9 | | 1000.4 | -21.5 |

II. – Pour la loi de finances de l'année 2002, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 271.887.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention à passer avec ces organismes. »

Exposé des motifs

Le premier article récapitule à gauche les ressources du budget général, des comptes spéciaux du Trésor et à droite les charges du budget général, des comptes spéciaux du Trésor.

Par ailleurs, le même article autorise le Président de la république à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat. Le montant des emprunts est égal au montant du déficit global (correspondant au montant supplémentaire à dégager pour la couverture du service de la dette soit 21.500.000.000 de francs CFA) augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement (250.387.000.000 de francs CFA).

B – RESSOURCES

ARTICLE 2 : Evaluation des ressources

Texte de l'article :

« Est autorisée la perception des recettes du budget général évaluées dans la loi de finances de l'année 2002, à la somme de 688.300.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Est annexé à cet article un état qui donne les prévisions de recettes par chapitre, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles du budget est fondée sur les réalisations au 30 août 2001 d'une part et d'autre part sur les projections corrigées du programme financier. Les prévisions de recettes sont de 688.300.000.000. de francs CFA.

Une partie de ces recettes sert notamment à financer les opérations de la dette publique à hauteur de 144.300.000.000 de francs CFA, du Budget Consolidé d'Investissement pour 142.300.000.000 de francs CFA, ainsi que de la dotation du Compte de garanties et d'Aval pour 3.500.000.000 francs CFA.

DEUXIEME PARTIE : BUDGET GENERAL

La deuxième partie fixe pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses ordinaires et d'investissement et le montant des crédits de paiement et des autorisations de programme assorties de leurs échéanciers, les opérations des budgets annexes, les opérations des comptes spéciaux du trésor et énonce les dispositions diverses.

A– DEPENSES ORDINAIRES

ARTICLE 3 : Services votés

Texte de l'article :

« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2002, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 510.237.522.000 CFA ainsi répartie :

| | | |
|---|------------------------|------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges dette publique | 144,300,000,000 | francs CFA |
| - Titre 2 dépenses personnel | 184,715,969,000 | francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 95,186,892,000 | francs CFA |
| - Titre 4 Autres transferts courants | 86,034,661,000 | francs CFA |
| total | 510,237,522,000 | francs CFA |

Exposé des motifs

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances rectificative 2001 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2002, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par les tableaux II et III annexés au présent exposé des motifs :
- par des annexes « fascicules budgétaires » établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

| | | |
|---|------------------------|------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges dette publique | 144,300,000,000 | francs CFA |
| - Titre 2 dépenses personnel | 184,715,969,000 | francs CFA |
| - Titre 3 et 4 autres dépenses | 181,221,553,000 | francs CFA |
| total | 510,237,522,000 | francs CFA |

ARTICLE 4 : mesures nouvelles – dépenses ordinaires

Texte de l'article :

« Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2002, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 53.762.478.000 francs CFA ainsi répartis :

| | | |
|---|-----------------------|------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges dette publique | - | francs CFA |
| - Titre 2 dépenses personnel | 7,284,031,000 | francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 15,025,650,000 | francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants | 31,452,797,000 | francs CFA |
| total | 53,762,478,000 | francs CFA |

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe III de la présente loi.

Exposé des motifs

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finances rectificative pour 2001 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2002, au titre des dépenses ordinaires (mesures nouvelles) figure au tableau n° II annexé au présent exposé des motifs.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Les demandes de mesures nouvelles, autres que de personnel, des départements ministériels se chiffrent à 71,2. Milliards de francs CFA or, l'enveloppe budgétaire disponible pour satisfaire ces demandes est limitée à 46,5 milliards de francs CFA.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses ordinaires pour l'année 2001.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par pouvoir public et ministère, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe III.

B – BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 5 : Dépenses en capital sur ressources internes- Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« I.- Pour la loi de finances de l'année 2002, les ressources internes destinées au financement des dépenses en capital sont évaluées à 142.300.000.000 francs CFA.

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2002, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital du budget général ainsi qu'il suit:

Titre 5 INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

CREDITS DE PAIEMENTS

142,300,000,000 francs CFA

III – Il est ouvert pour la loi de finances 2002, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes ainsi évaluées :

Titre 5 INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME

725,716,000,000 francs CFA

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe IV jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :

| | | |
|---|----------------|------------|
| - Fonds routier | 15,000,000,000 | francs CFA |
| - Fonds d'équip collect. locales | 4,000,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de l'hydraulique | 350,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de transport urbain | 400,000,000 | francs CFA |
| - Fonds promotion jeunesse et ASC | 2,000,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de garantie rural | 6,000,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de bonification rural | 900,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de lutte contre calamités rurales | 800,000,000 | francs CFA |

Exposé des motifs

Le financement du Budget Consolidé d'Investissement sera assuré par une subvention du budget de fonctionnement à hauteur de 142.300.000.000 de francs CFA.

Par rapport à la loi de Finances rectificative 2001,

- Les autorisations de programme augmentent de 79.069.000.000. de francs CFA en valeur absolue et de 12.23. % en valeur relative.
- Les crédits de paiement augmentent de 6.500.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 4,79% en valeur relative.

Les crédits ouverts au titre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) du Budget Consolidé d'Investissement augmentent globalement de 85.569.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 10,94 % en valeur relative.

ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources externes

Texte de l'article :

« I Pour la loi de finances de l'année 2002, les prévisions de tirage (emprunt et subvention) affectées à des dépenses en capital sont évaluées à 250.387.000.000 de francs CFA ainsi réparties :

TITRE V INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

PREVISIONS DE TIRAGE

| | |
|--------------|----------------------------|
| - Emprunt | 161,675,000,000 francs CFA |
| - Subvention | 88,712,000,000 francs CFA |

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 1.269.752.000.000 de francs CFA ainsi répartis :

TITRE V INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

FINANCEMENTS ACQUIS

| | |
|--------------|----------------------------|
| - Emprunt | 807,824,000,000 francs CFA |
| - Subvention | 461,928,000,000 francs CFA |

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe IV jointe à la présente loi. »

Exposé des motifs

Ces dispositions figuraient dans les comptes annexes du budget au titre des « opérations dont le Trésor n'était pas comptable assignataire », qui viennent d'être abrogées par loi organique relative aux lois de finances.

Aussi pour toujours en rendre compte, l'évaluation des financements provenant des tirages annuels sur les emprunts et les subventions est reprise :

- dans la partie prévisions de recettes dans les articles consacrés par la nomenclature,
- et en dépenses au sein du présent article 6..

L'exécution de ces opérations se fera conformément aux différents accords conclus précédemment avec les bailleurs de fonds.

Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe IV consacrée au budget consolidé d'investissement.

Par rapport à la loi de finances rectificative 2001,

- Les financements acquis sur emprunt et subvention augmentent globalement de 112.186.000.000. de francs CFA en valeur absolue et de 9,69 % en valeur relative.
- Les Prévisions de Tirage augmentent de 9.507.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 3,95 % en valeur relative.

C – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 7 : Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2002, sont évaluées à 32.820.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2002, s'élèvent à 32.820.000.000 de francs CFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivant :

- Frais de contrôle des organismes d'assurances ;
- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique. »

I- L'article 41 alinéa 1^{er} de la loi organique stipule que les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

L'alinéa 3 du même article dispose que les dépenses des comptes spéciaux sont votées par catégorie de comptes spéciaux dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

II – Les crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale figurent dans le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, le tableau V fournit également des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances initiale 2001 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2002.

La justification des écarts est présentée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

III – L'article 26 alinéa 1 de la loi organique précitée dispose que le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder les recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année.

Le présent projet de loi de finances de l'année 2002, a prévu que les comptes d'affectation spéciale doivent être exécutés en dépenses à hauteur des recettes réalisées. En outre, il n'a pas été autorisé de découvert pour ces comptes au titre de l'année 2002.

IV- l'article 25 alinéa 3 de la loi organique précitée dispose que sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du trésor les dépenses résultant du paiement des traitements ou indemnités à des agents de l'Etat ; l'objet de cet article est d'autoriser le paiement de ces dépenses sur ces comptes d'affectation spéciale.

ARTICLE 8 : Autorisation de report

Texte de l'article :

« Pour l'année 2002, les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale ne seront pas reportés. »

Exposé des motifs

L'article 25 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances stipule que sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté d'année en année.

Pour l'année 2002 cet article vise à limiter les dérapages résultant des comptes spéciaux du Trésor.

II – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 9 : Mesures nouvelles

Texte de l'article :

«I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2002, sont évaluées à 175.000.000 de francs CFA.

III – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 175.000.000 de francs CFA. »

Exposé des motifs

L'article 27 alinéa 1^{er} de la loi organique précitée stipule que le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif. Il n'est pas accordé de découvert pour la loi de finances de l'année 2002.

III – COMPTES DE REGLEMENT AVEC LES GOUVERNEMENTS ETRANGERS.

ARTICLE 10: Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers pour la loi de finances de l'année 2001, sont évaluées à 2.515.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de règlement avec les gouvernements étrangers, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 2.515.000.000 de francs CFA. »

Exposé des motifs

L'article 28 alinéa 3 de la loi organique précitée stipule que le découvert fixé annuellement par une loi de finances pour chaque compte de règlement avec les gouvernements étrangers a un caractère limitatif. Il n'est pas autorisé un découvert pour la loi de finances de l'année 2002.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances initiale 2001 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2002.

La justification des écarts est présentée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

IV – COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES.

ARTICLE 11: Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'opérations monétaires sont évaluées à 800.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'opérations monétaires, pour la loi de finances 2001, s'élèvent à 800.000.000 de francs CFA. »

Exposé des motifs

L'article 28 alinéa 3 de la loi organique précitée stipule que le découvert fixé annuellement, pour chaque compte d'opérations monétaires, a un caractère limitatif. Il n'est pas autorisé un découvert pour la loi de finances de l'année 2002.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances initiale 2001 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2002.

La justification des écarts est présentée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

V – COMPTES DE PRETS.

ARTICLE 12: Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2002, sont évaluées à 2.250.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 2.250.000.000 de francs CFA. »

Exposé des motifs

Ces plafonds sont ainsi répartis :

- Prêts aux établissements publics et sociétés à participation publique majoritaire 200.000.000 francs CFA ;
- Prêts aux collectivités secondaires 1.000.000.000 francs CFA ;
- Prêts à divers organismes et particuliers 1.050.000.000 francs CFA ;

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances initiale 2001 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2002.

La justification des écarts est présentée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

V – COMPTES D'AVANCES.

ARTICLE 13: Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 1.700.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 1.700.000.000 de francs CFA. »

Exposé des motifs

Ces plafonds sont ainsi répartis :

- Avances aux établissements publics et sociétés à participation publique majoritaire 500.000.000 francs CFA ;
- Avances à divers agents publics 100.000.000 francs CFA ;
- Avances à divers organismes et particuliers 100.000.000 francs CFA ;
- Avances aux collectivités secondaires 1.000.000.000 francs CFA ;

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances initiale 2001 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2002.

La justification des écarts est présentée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

V – COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS.

ARTICLE 14: Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« I – Les ressources des comptes de garanties et d'avals, pour la loi de finances 2002, sont évaluées à 3.500.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de garanties et d'avals, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 3.500.000.000 de francs CFA. »

Exposé des motifs

L'article 31 alinéa 2 de la loi organique précitée dispose que les comptes de garanties et d'avaux sont provisionnés par une dotation budgétaire égale à 10% des échéances annuelles dues par les bénéficiaires des garanties de l'Etat.

ARTICLE 15: Affectations comptables

Texte de l'article :

« Compte tenu des dispositions de articles 7 à 14, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 43.760.000.000 de francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2002 sont évaluées à la somme de 43.760.000.000 de francs CFA. »

Exposé des motifs

L'article 19 alinéa 2 et suivants de la loi organique relative aux lois de finances stipule que toutefois, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du Trésor ou de procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe.

L'affectation par procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi 2001-09 du 15.10.2001 relative aux lois de finances.

Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances, d'initiative gouvernementale.

L'objet de cet article est de confirmer pour la loi de finances de l'année 2002, les affectations résultant de ces lois antérieures.

Par rapport à la loi de finances 2001, les affectations augmentent en valeur absolue de 9.020.000.000 Francs CFA et de 25.96 % en valeur relative.

D : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16 : Taxes parafiscales

Texte de l'article :

« La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe V, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2002. »

Exposé des motifs

L'article 33 alinéa 4° de la loi précitée énumère parmi les annexes explicatives qui doivent accompagner la loi de finances de l'année, la liste complète des taxes parafiscales.

ARTICLE 17 : Crédits évaluatifs

Texte de l'article :

« Conformément à l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VI. »

Exposé des motifs

L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi.

Aux termes de l'article 11 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

ARTICLE 18: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Texte de l'article :

« Tout acte de dépenses qui engage les finances d'une personne morale de droit public est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques que sont : l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la confirmation de sa régularité et de sa prise en charge par l'ordonnateur, la liquidation et le paiement.

Tout contrat conclu en violation de ces obligations est nul et de nullité absolue.»

Exposé des motifs

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable en matière de dépenses publiques. Cet article doit, désormais, avoir un caractère de disposition permanente de la loi de finances.

ARTICLE 19 : Autorisation de recourir aux instruments de gestion de la Trésorerie.

Texte de l'article :

« Le Président de la République est autorisé :

1° - à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à moyen et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ;

2° - à réescompter auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les obligations cautionnées souscrites à l'ordre du Trésor ainsi qu'à recourir, sur le plan interne, à l'épargne privée par l'émission de bons du Trésor, par voie d'adjudication, conformément aux dispositions du règlement communautaire approuvé par le Conseil des Ministres de l'UEMOA. »

Exposé des motifs

Comme chaque année, cet article autorise le Président de la République à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie .

C - TABLEAUX RECAPITULATIFS

- BUDGET GENERAL

- RECETTES

**I. PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE
FINANCES 2002.**

TABLEAU 1 : Prévisions des recettes par article et par paragraphe
En milliers de francs

| Nomenclature budgétaire et nature recette | PREVISIONS LF 2002 |
|--|-------------------------------|
| ARTICLE 71 - RECETTES FISCALES | |
| Paragraphe 711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital | 71,400,000 |
| Paragraphe 712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations | 80,700,000 |
| Paragraphe 713 Impôts sur le patrimoine | 900,000 |
| Paragraphe 714 Autres impôts directs | 0 |
| Paragraphe 715 Impôts et taxes intérieures sur les biens et services | 385,700,000 |
| Paragraphe 716 droits de timbre et d'enregistrement | 23,600,000 |
| Paragraphe 717 Droits et taxes à l'importation | 102,800,000 |
| Paragraphe 719 Autres recettes fiscales | 500,000 |
| 71 - TOTAL RECETTES FISCALES | 665,600,000 |
| ARTICLE 72- RECETTES NON FISCALES | |
| Paragraphe 721- Revenu de l'Entreprise et du Domaine | 5,700,000 |
| Paragraphe 722 Droits et frais administratifs | 400,000 |
| Paragraphe 723- Amendes et condamnations pécuniaires | 100 000 |
| Paragraphe 724 Produits financiers | 6 900 000 |
| Paragraphe 729 Autres recettes non fiscales | 1,600,000 |
| TOTAL RECETTES NON FISCALES | 14,700,000 |
| A. <u>Article 29 - Remboursement des prêts et avances</u> | |
| Paragraphe 297 Prêts rétrocédés | 8,000,000 |
| TOTAL AUTRES RECETTES ART 29 | 8 ,000,000 |
| TOTAL RECETTES INTERIEURES | 688,300,000 |

En milliers de francs

| Nomenclature budgétaire et nature recette | PREVISIONS LF 2002 |
|--|-------------------------------|
| ARTICLE 12 - DONS, PROJETS ET LEGS | 88,712,000 |
| ARTICLE - 15 TIRAGE SUR EMPRUNTS | 161,675,000 |
| ARTICLE - 17 AUTRES EMPRUNTS (DEFICIT BUDGETAIRE) | 21,500,000 |
| TOTAL RECETTES EXTERIEURES | 271,887,000 |
| | |
| TOTAL GENERAL DES RECETTES | 960,187,000 |

- DEPENSES

**II. COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR
PUBLIC OU MINISTERE DES CREDITS DE LA LOI
DE FINANCES 2002 AVEC CELLES DE LA LOI DE
FINANCES RECTIFICATIVE 2001.**

TABLEAU 2 : Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits de fonctionnement par nature de dépenses

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR 2001 | Loi de finances pour l'année 2002 | | | | |
|--|-----------------------------|-----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|----------------|
| | | Réévaluat. Sces. votés | Mesures nouvelles | Total | Ecart | Prop. |
| | | | | | Val.Absol. | |
| Dépenses consolidées | | | | | | |
| <i>TITRE 1 - DETTE PUBLIQUE</i> | 84,000,000 | 144,300,000 | 0 | 144,300,000 | 0 | 25.59% |
| <i>TITRE 2 - DEPENSE DE PERSONNEL</i> | 186,000,000 | 184,715,969 | 7,284,031 | 192,000,000 | 7,284,031 | 34.04% |
| <i>TITRE 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</i> | 108,746,099 | 95,186,892 | 15,025,650 | 110,212,542 | 15,025,650 | 19.54% |
| <i>TITRE 4 - AUTRES TRANSFERTS COURANTS</i> | 188,353,901 | 86,034,661 | 31,452,797 | 117,487,458 | 31,452,797 | 20.83% |
| TOTAL CONSOLIDÉ HORS DOTATIONS INTERNES | 567,100,000 | 510,237,522 | 53,762,478 | 564,000,000 | 53,762,478 | 100.00% |
| dont total hors personnel et dette | 297,100,000 | 181,221,553 | 46,478,447 | 227,700,000 | 46,478,447 | |
| Dotation internes | | | | | | |
| Dotation au BCI | 135,800,000 | 135,800,000 | 6,500,000 | 142,300,000 | 6,500,000 | |
| Total des Dotation classées | | | | | | |
| en dépenses de transfert | 135,800,000 | 135,800,000 | 6,500,000 | 142,300,000 | 6,500,000 | |
| Dotation Aval et Garanties | 3,500,000 | 3,500,000 | 0 | 3,500,000 | 0 | |
| Total dotations internes | 139,300,000 | 139,300,000 | 6,500,000 | 145,800,000 | 6,500,000 | |
| dont Budget Gén à CST | 3,500,000 | 3,500,000 | 0 | 3,500,000 | 0 | |
| Dépenses consolidées + dotations internes | | | | | | |
| <i>TITRE 1 - DETTE PUBLIQUE</i> | 84,000,000 | 144,300,000 | 0 | 144,300,000 | | |
| <i>TITRE 2 - DEPENSE DE PERSONNEL</i> | 186,000,000 | 184,715,969 | 7,284,031 | 192,000,000 | 7,284,031 | 27.05% |

| | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|----------------|
| <i>TITRE 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</i> | 112,246,099 | 98,686,892 | 15,025,650 | 113,712,542 | 15,025,650 | 16.02% |
| <i>TITRE 4 - AUTRES TRANSFERTS COURANTS</i> | 324,153,901 | 221,834,661 | 37,952,797 | 259,787,458 | 37,952,797 | 36.60% |
| TOTAL CONSOLIDE Y/C DOTATIONS INTERNES | 706,400,000 | 649,537,522 | 60,262,478 | 709,800,000 | 60,262,478 | 100.00% |
| dont total hors dette et personnel | 436,400,000 | 320,521,553 | 52,978,447 | 373,500,000 | 52,978,447 | 52.62% |

(1) BCI = Budget Consolidé d'Investissement

(2) BG à CST = Dotations du budget général aux comptes spéciaux du Trésor

Répartition des crédits de fonctionnement par titre et par ministère

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR20 01 | Loi de finances pour l'année 2002 | | | | |
|---|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|-------------------------------|
| | | Réévaluat. Sces. votés | Mesures nouvelle s | Total | Ecart | Prop Hors dette Pub. |
| | | | | | Val.Absol. | |
| TITRE I : DETTE PUBLIQUE | | | | | | |
| Dettes Publiques | | | | | | |
| <i>Titre 1 - 10 Amortissement et charges dette publique</i> | 84,000,000 | 144,300,000 | | 144,300,000 | 60,300,000 | |
| <i>Total</i> | 84,000,000 | 144,300,000 | 0 | 144,300,000 | 60,300,000 | |
| POUVOIRS PUBLICS | | | | | | |
| Présidence de la République | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 21 dépenses de personnel</i> | 1,462,000 | 1,349,679 | | 1,349,679 | -112,321 | |
| <i>Titre 3 - 21 dépenses de fonctionnement</i> | 3,553,683 | 3,142,014 | 246,149 | 3,388,163 | -165,520 | |
| <i>Titre 4 - 21 autres transferts courants</i> | 48,273 | 610,000 | | 610,000 | 561,727 | |
| <i>Total</i> | 5,063,956 | 5,101,693 | 246,149 | 5,347,842 | 283,886 | 1.27% |
| Assemblée Nationale | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 22 dépenses de personnel</i> | 2,900,000 | 2,760,938 | | 2,760,938 | -139,062 | |
| <i>Titre 3 - 22 dépenses de fonctionnement</i> | 2,930,500 | 2,930,500 | | 2,930,500 | 0 | |
| <i>Titre 4 - 22 autres transferts courants</i> | 96,800 | 96,800 | | 96,800 | 0 | |
| <i>Total</i> | 5,927,300 | 5,788,238 | 0 | 5,788,238 | -139,062 | 1.38% |

| | | | | | | |
|--|----------------|----------------|---------------|----------------|-----------------|--------------|
| Conseil Economique et Social | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 23 dépenses de personnel</i> | 97,635 | 0 | | 0 | -97,635 | |
| <i>Titre 3 - 23 dépenses de fonctionnement</i> | 85,652 | 0 | | 0 | -85,652 | |
| Total | 183,287 | 0 | 0 | 0 | -183,287 | 0.00% |
| Sénat | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 24 dépenses de personnel</i> | 511,102 | 0 | | 0 | -511,102 | |
| <i>Titre 3 - 24 dépenses de fonctionnement</i> | 87,416 | 0 | | 0 | -87,416 | |
| <i>Titre 4 - 24 autres transferts courants</i> | 10,000 | 0 | | 0 | -10,000 | |
| Total | 608,518 | 0 | 0 | 0 | -608,518 | 0.00% |
| Conseil Constitutionnel | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 25 dépenses de personnel</i> | 83,863 | 85,888 | | 85,888 | 2,025 | |
| <i>Titre 3 - 25 dépenses de fonctionnement</i> | 47,261 | 47,261 | 10,000 | 57,261 | 10,000 | |
| Total | 131,124 | 133,149 | 10,000 | 143,149 | 12,025 | 0.03% |
| Conseil d'Etat | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 26 dépenses de personnel</i> | 136,037 | 152,990 | | 152,990 | 16,953 | |
| <i>Titre 3 - 26 dépenses de fonctionnement</i> | 314,803 | 114,803 | 5,405 | 120,208 | -194,595 | |
| Total | 450,840 | 267,793 | 5,405 | 273,198 | -177,642 | 0.07% |
| Cour de Cassation | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 27 dépenses de personnel</i> | 245,527 | 211,539 | | 211,539 | -33,988 | |
| <i>Titre 3 - 27 dépenses de</i> | 103,159 | 103,159 | 7,600 | 110,759 | 7,600 | |

| | | | | | | |
|--|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|--------------|
| <i>fonctionnement</i> | | | | | | |
| <i>Titre 4 - 27 autres transferts courants</i> | 0 | | 1,000 | 1,000 | 1,000 | |
| Total | 348,686 | 314,698 | 8,600 | 323,298 | -25,388 | 0.08% |

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR2001 | Loi de finances pour l'année 2002 | | | | |
|---|----------------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|----------------------------|
| | | Réévaluations votées | Mesures nouvelles | Total | Ecart | Proportion Hors dette Pub. |
| | | | | | Val. Absol. | |
| Cour des Comptes | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 28 dépenses de personnel</i> | 341,832 | 339,682 | | 339,682 | -2,150 | |
| <i>Titre 3 - 28 dépenses de fonctionnement</i> | 174,460 | 176,460 | 12,500 | 188,960 | 14,500 | |
| Total | 516,292 | 516,142 | 12,500 | 528,642 | 12,350 | 0.13% |
| POUVOIRS PUBLICS | 13,230,003 | 12,121,713 | 282,654 | 12,404,367 | -825,636 | 2.96% |
| MOYENS DES SERVICES | | | | | | |
| ACTION ADMINISTRATIVE GENERALE | | | | | | |
| PRIMATURE | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 30 dépenses de personnel</i> | 1,110,511 | 601,101 | | 601,101 | -509,410 | |
| <i>Titre 3 - 30 dépenses de fonctionnement</i> | 4,179,936 | 2,788,241 | 193,065 | 2,981,306 | -1,198,630 | |
| <i>Titre 4 - 30 autres transferts courants</i> | 709,324 | 1,348,397 | 165,000 | 1,513,397 | 804,073 | |
| Total | 5,999,771 | 4,737,739 | 358,065 | 5,095,804 | -903,967 | 1.21% |
| Ministère des Aff. Etrangère. Union Afric. Sénég. Extér. | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 31 dépenses de personnel</i> | 7,006,489 | 8,186,972 | | 8,186,972 | 1,180,483 | |
| <i>Titre 3 - 31 dépenses de fonctionnement</i> | 8,968,041 | 7,703,498 | 535,000 | 8,238,498 | -729,543 | |
| <i>Titre 4 - 31 autres transferts courants</i> | 2,890,310 | 1,890,310 | 600,000 | 2,490,310 | -400,000 | |
| Total | 18,864,840 | 17,780,780 | 1,135,000 | 18,915,780 | 50,940 | 4.51% |

| | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|---------------|
| Ministère des Forces Armées | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 32 dépenses de personnel</i> | 39,519,818 | 39,715,148 | | 39,715,148 | 195,330 | |
| <i>Titre 3 - 32 dépenses de fonctionnement</i> | 11,829,243 | 10,944,872 | 1,027,829 | 11,972,701 | 143,458 | |
| <i>Titre 4 - 32 autres transferts courants</i> | 111,988 | 128,879 | 14,000 | 142,879 | 30,891 | |
| Total | 51,461,049 | 50,788,899 | 1,041,829 | 51,830,728 | 369,679 | 12.35% |
| Ministère de l'Intérieur | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 33 dépenses de personnel</i> | 16,194,239 | 13,737,841 | | 13,737,841 | -2,456,398 | |
| <i>Titre 3 - 33 dépenses de fonctionnement</i> | 13,150,785 | 9,732,553 | 1,118,261 | 10,850,814 | -2,299,971 | |
| <i>Titre 4 - 33 autres transferts courants</i> | 7,289,537 | 7,289,537 | 1,000,000 | 8,289,537 | 1,000,000 | |
| Total | 36,634,561 | 30,759,931 | 2,118,261 | 32,878,192 | -3,756,369 | 7.83% |
| Ministère de la Justice | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 34 dépenses de personnel</i> | 5,218,147 | 4,622,020 | 124,875 | 4,746,895 | -471,252 | |
| <i>Titre 3 - 34 dépenses de fonctionnement</i> | 2,693,396 | 2,220,707 | 106,817 | 2,327,524 | -365,872 | |
| <i>Titre 4 - 34 autres transferts courants</i> | 33,938 | 132,200 | 0 | 132,200 | 98,262 | |
| Total | 7,945,481 | 6,974,927 | 231,692 | 7,206,619 | -738,862 | 1.72% |
| Ministère de Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 35 dépenses de personnel</i> | 747,042 | 598,431 | 85,270 | 683,701 | -63,341 | |
| <i>Titre 3 - 35 dépenses de fonctionnement</i> | 483,906 | 488,906 | 117,977 | 606,883 | 122,977 | |
| <i>Titre 4 - 35 autres transferts courants</i> | 57,568 | 52,568 | 42,605 | 95,173 | 37,605 | |
| Total | 1,288,516 | 1,139,905 | 245,852 | 1,385,757 | 97,241 | 0.33% |

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR2001 | Loi de finances pour l'année 2002 | | | | |
|---|----------------------------|-----------------------------------|-------------------|--------|-------------|---------------------|
| | | Réévaluations votées | Mesures nouvelles | Total | Ecart | Pro Hors dette Pub. |
| | | | | | Val. Absol. | |
| Ministère chargé des Relations avec les Assemblées | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 36 dépenses de personnel</i> | 34,439 | 48,637 | | 48,637 | 14,198 | |

| | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|-------------------|--------------|
| <i>Titre 3 - 36 dépenses de fonctionnement</i> | 42,657 | 42,657 | 25,966 | 68,623 | 25,966 | |
| <i>Total</i> | 77,096 | 91,294 | 25,966 | 117,260 | 40,164 | 0.03% |
| | | | | | | |
| Sous total ACTION ADMINISTRATIVE GENERALE | 122,271,314 | 112,273,475 | 5,156,665 | 117,430,140 | -4,841,174 | 0 |
| | | | | | | |
| ACTION ECONOMIQUE | | | | | | |
| | | | | | | |
| Ministère de la Pêche | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 40 dépenses de personnel</i> | 464,542 | 434,773 | | 434,773 | -29,769 | |
| <i>Titre 3 - 40 dépenses de fonctionnement</i> | 104,370 | 104,370 | 28,197 | 132,567 | 28,197 | |
| <i>Titre 4 - 40 autres transferts courants</i> | 18,000 | 10,000 | 2,000 | 12,000 | -6,000 | |
| <i>Total</i> | 586,912 | 549,143 | 30,197 | 579,340 | -7,572 | 0.14% |
| | | | | | | |
| Ministère de l'Equipeement et des Transports | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 41 dépenses de personnel</i> | 738,860 | 676,971 | | 676,971 | -61,889 | |
| <i>Titre 3 - 41 dépenses de fonctionnement</i> | 160,937 | 167,937 | 28,464 | 196,401 | 35,464 | |
| <i>Titre 4 - 41 autres transferts courants</i> | 15,000 | 8,000 | 1,000 | 9,000 | -6,000 | |
| <i>Total</i> | 914,797 | 852,908 | 29,464 | 882,372 | -32,425 | 0.21% |
| | | | | | | |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 42 dépenses de personnel</i> | 3,446,635 | 3,035,593 | | 3,035,593 | -411,042 | |
| <i>Titre 3 - 42 dépenses de fonctionnement</i> | 1,054,332 | 1,056,332 | 31,091 | 1,087,423 | 33,091 | |
| <i>Titre 4 - 42 autres transferts courants</i> | 3,791,438 | 3,789,438 | 9,286 | 3,798,724 | 7,286 | |
| <i>Total</i> | 8,292,405 | 7,881,363 | 40,377 | 7,921,740 | -370,665 | 1.89% |
| | | | | | | |
| Ministère de l'Economie et des Finances | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 43 dépenses de personnel</i> | 8,989,312 | 8,674,481 | | 8,674,481 | -314,831 | |
| <i>Titre 3 - 43 dépenses de fonctionnement</i> | 4,425,747 | 4,693,781 | 195,288 | 4,889,069 | 463,322 | |
| <i>Total</i> | 13,415,059 | 13,368,262 | 195,288 | 13,563,550 | 148,491 | 3.23% |
| | | | | | | |
| Ministère de l'Artisanat et de l'Industrie | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 44 dépenses de personnel</i> | 171,868 | 220,114 | | 220,114 | 48,246 | |
| <i>Titre 3 - 44 dépenses de fonctionnement</i> | 107,247 | 111,419 | 44,100 | 155,519 | 48,272 | |
| <i>Titre 4 - 44 autres transferts courants</i> | 406,072 | 406,072 | 89,176 | 495,248 | 89,176 | |
| <i>Total</i> | 685,187 | 737,605 | 133,276 | 870,881 | 185,694 | 0.21% |
| | | | | | | |
| Ministère des P.M.E. et du Commerce | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 45 dépenses de personnel</i> | 541,277 | 728,457 | | 728,457 | 187,180 | |
| <i>Titre 3 - 45 dépenses de fonctionnement</i> | 194,699 | 293,384 | 64,735 | 358,119 | 163,420 | |
| <i>Titre 4 - 45 autres transferts courants</i> | 133,847 | 133,847 | 1,153 | 135,000 | 1,153 | |
| <i>Total</i> | 869,823 | 1,155,688 | 65,888 | 1,221,576 | 351,753 | 0.29% |

En milliers de francs

| | | |
|--|---------|-----------------------------------|
| | Crédits | Loi de finances pour l'année 2002 |
|--|---------|-----------------------------------|

| Pouvoirs Publics ou Ministères | ouverts en LFR2001 | Réévalués. Scés. votés | Mesures nouvelles | Total | Ecart s | Prop Hors dette Pub. |
|---|--------------------|------------------------|-------------------|--------------------|------------------|----------------------|
| | | | | | Val. Absol. | |
| Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 46 dépenses de personnel</i> | 617,607 | 579,545 | | 579,545 | -38,062 | |
| <i>Titre 3 - 46 dépenses de fonctionnement</i> | 176,704 | 179,604 | 11,258 | 190,862 | 14,158 | |
| <i>Total</i> | 794,311 | 759,149 | 11,258 | 770,407 | -23,904 | 0.18% |
| Ministère des Mines, de l' Energie et de l'Hydraulique | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 47 dépenses de personnel</i> | 568,236 | 518,101 | | 518,101 | -50,135 | |
| <i>Titre 3 - 47 dépenses de fonctionnement</i> | 245,507 | 226,258 | 61,798 | 288,056 | 42,549 | |
| <i>Titre 4 - 47 autres transferts courants</i> | 40,340 | 8,502 | | 8,502 | -31,838 | |
| <i>Total</i> | 854,083 | 752,861 | 61,798 | 814,659 | -39,424 | 0.19% |
| Ministère du Tourisme | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 49 dépenses de personnel</i> | 0 | 210,775 | | 210,775 | 210,775 | |
| <i>Titre 3 - 49 dépenses de fonctionnement</i> | 0 | 82,730 | 5,476 | 88,206 | 88,206 | |
| <i>Titre 4 - 49 autres transferts courants</i> | 0 | 7,776 | | 7,776 | 7,776 | |
| <i>Total</i> | 0 | 301,281 | 5,476 | 306,757 | 306,757 | 0.07% |
| TOTAL ACTION ECONOMIQUE | | | | | | |
| | 26,412,577 | 26,358,260 | 573,022 | 26,931,282 | 518,705 | 6.42% |
| ACTION CULTURELLE ET SOCIALE | | | | | | |
| Ministère de l'Education | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 50 dépenses de personnel</i> | 61,554,726 | 62,527,726 | 214,781 | 62,742,507 | 1,187,781 | |
| <i>Titre 3 - 50 dépenses de fonctionnement</i> | 12,526,956 | 12,526,956 | 2,924,534 | 15,451,490 | 2,924,534 | |
| <i>Titre 4 - 50 autres transferts courants</i> | 28,153,484 | 28,153,484 | 2,160,000 | 30,313,484 | 2,160,000 | |
| <i>Total</i> | 102,235,166 | 103,208,166 | 5,299,315 | 108,507,481 | 6,272,315 | 25.85% |
| Ministère des Sports | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 52 dépenses de personnel</i> | 958,402 | 625,865 | | 625,865 | -332,537 | |
| <i>Titre 3 - 52 dépenses de fonctionnement</i> | 1,556,274 | 1,586,274 | 1,563,856 | 3,150,130 | 1,593,856 | |
| <i>Titre 4 - 52 autres transferts courants</i> | 50,000 | 50,000 | 20,000 | 70,000 | 20,000 | |
| <i>Total</i> | 2,564,676 | 2,262,139 | 1,583,856 | 3,845,995 | 1,281,319 | 0.92% |
| Ministère de la Culture | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 53 dépenses de personnel</i> | 458,743 | 465,641 | | 465,641 | 6,898 | |

| | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|--------------|
| <i>Titre 3 - 53 dépenses de fonctionnement</i> | 361,972 | 302,345 | 61,900 | 364,245 | 2,273 | |
| <i>Titre 4 - 53 autres transferts courants</i> | 857,454 | 957,630 | 226,625 | 1,184,255 | 326,801 | |
| <i>Total</i> | 1,678,169 | 1,725,616 | 288,525 | 2,014,141 | 335,972 | 0.48% |
| Ministère de la Santé et de la Prévention | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 54 dépenses de personnel</i> | 12,014,614 | 12,335,162 | 449,200 | 12,784,362 | 769,748 | |
| <i>Titre 3 - 54 dépenses de fonctionnement</i> | 7,167,575 | 7,108,328 | 1,659,000 | 8,767,328 | 1,599,753 | |
| <i>Titre 4 - 54 autres transferts courants</i> | 6,103,232 | 6,366,479 | 2,471,000 | 8,837,479 | 2,734,247 | |
| <i>Total</i> | 25,285,421 | 25,809,969 | 4,579,200 | 30,389,169 | 5,103,748 | 7.24% |

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR2001 | Loi de finances pour l'année 2002 | | | | | Pro Hors dette Pub. |
|--|----------------------------|-----------------------------------|-------------------|------------------|------------------|--------------|---------------------|
| | | Réévalu. Scés. votés | Mesures nouvelles | Total | Ecart s | Val. Absol. | |
| Ministère de la Jeunesse, de l'Environnement et de l'Hygiène Publique | | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 55 dépenses de personnel</i> | 3,093,335 | 2,137,884 | | 2,137,884 | -955,451 | | |
| <i>Titre 3 - 55 dépenses de fonctionnement</i> | 1,947,346 | 1,908,507 | 708,366 | 2,616,873 | 669,527 | | |
| <i>Titre 4 - 55 autres transferts courants</i> | 72,963 | 72,963 | 13,000 | 85,963 | 13,000 | | |
| <i>Total</i> | 5,113,644 | 4,119,354 | 721,366 | 4,840,720 | -272,924 | 1.15% | |
| Ministère du Développement Social et de la Solidarité Nationale | | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 57 dépenses de personnel</i> | 1,106,937 | 910,295 | | 910,295 | -196,642 | | |
| <i>Titre 3 - 57 dépenses de fonctionnement</i> | 273,089 | 151,249 | 73,855 | 225,104 | -47,985 | | |
| <i>Titre 4 - 57 autres transferts courants</i> | 300,742 | 312,742 | 20,000 | 332,742 | 32,000 | | |
| <i>Total</i> | 1,680,768 | 1,374,286 | 93,855 | 1,468,141 | -212,627 | 0.35% | |
| Ministère de la Famille et de la Petite Enfance | | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 58 dépenses de personnel</i> | 62,337 | 783,349 | | 783,349 | 721,012 | | |
| <i>Titre 3 - 58 dépenses de fonctionnement</i> | 2,755 | 666,880 | 194,500 | 861,380 | 858,625 | | |
| <i>Titre 4 - 58 autres transferts courants</i> | | | 200,000 | 200,000 | 200,000 | | |
| <i>Total</i> | 65,092 | 1,450,229 | 394,500 | 1,844,729 | 1,779,637 | 0.44% | |
| Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, Alphabétisation et Langues Nationales | | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 59 dépenses de personnel</i> | 3,697,201 | 3,942,792 | | 3,942,792 | 245,591 | | |
| <i>Titre 3 - 59 dépenses de fonctionnement</i> | 594,589 | 692,069 | 92,663 | 784,732 | 190,143 | | |
| <i>Titre 4 - 59 autres transferts courants</i> | 200,615 | 245,650 | 45,110 | 290,760 | | | |
| <i>Total</i> | 4,492,405 | 4,880,511 | 137,773 | 5,018,284 | 435,734 | 1.20% | |

| | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| TOTAL ACTION CULTURELLE ET SOCIALE | 143,115,341 | 144,830,270 | 13,098,390 | 157,928,660 | 14,723,1704 | |
| CHARGES NON REPARTIES " DEPENSES COMMUNES" | | | | | | |
| CHARGES NON REPARTIES " DEPENSES COMMUNES" | | | | | | |
| <i>Titre 2 - 60 dépenses de personnel</i> | 11,906,687 | 13,497,579 | 6,409,905 | 19,907,484 | 8,000,797 | |
| <i>Titre 3 - 60 dépenses de fonctionnement</i> | 29,201,102 | 22,892,838 | 3,870,000 | 26,762,838 | -2,438,264 | |
| <i>Titre 4 - 60 autres transferts courants</i> | 136,962,976 | 33,963,387 | 24,371,842 | 58,335,229 | -78,627,747 | |
| <i>Total</i> | 178,070,765 | 170,353,804 | 34,651,747 | 105,005,551 | -73,065,214 | 25.02% |
| TOTAL CHARGES NON REPARTIES " DEPENSES COMMUNES" | 178,070,765 | 170,353,804 | 34,651,747 | 105,005,551 | -73,065,214 | 25.02% |
| TOTAL : MINISTERES | 469,869,997 | 353,815,809 | 53,479,824 | 407,295,633 | -62,664,509 | 97.04% |

En milliers de francs



| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR2001 | Loi de finances pour l'année 2002 | | | | |
|---|----------------------------|-----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------|
| | | Réévaluat. Sces. votés | Mesures nouvelles | Total | Ecart s | Pro Hors dette Pub. |
| | | | | | Val. Absol. | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| RECAPITULATION BUDGET FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| DETTE PUBLIQUE | 84,000,000 | 144,300,000 | 0 | 144,300,000 | 60,300,000 | |
| POUVOIRS PUBLICS | 13,230,003 | 12,121,713 | 282,654 | 12,404,367 | -825,636 | |

| | | | | | | |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|---------------------|---------|
| MINISTERES | 469,869,99 7 | 353,815,80 9 | 53,479,82 4 | 407,295,63 3 | - 62,574,36 4 | |
| TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES | 567,100,00 0 | 510,237,52 2 | 53,762,47 8 | 564,000,00 0 | - 3,100,000 | |
| TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES | | | | | | |
| HORS DETTE PUBLIQUE | 483,100,00 0 | 365,937,52 2 | 53,762,47 8 | 419,700,00 0 | - 63,400,00 0 | 100.00% |
| | | | | | | |

**III. COMPARAISON DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET
DES CREDITS DE PAIEMENT , DES FINANCEMENTS
ACQUIS ET DES PREVISIONS DE TIRAGE DE OUVERTS
DANS LES LOIS DE FINANCES 2000 A 2002**

TABLEAUX DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

1- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources intérieures.

En millions de francs

| LF et ANNEES | AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | CREDITS DE PAIEMENT | | |
|--------------|----------------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| | Montants | Ecarts / gestion précédente | % Ecarts / gestion précédente | Montants | Ecarts / gestion précédente | % Ecarts / gestion précédente |
| LF 2000 | 563,650 | | | 95,905 | | |
| LF 2001 | 627,447 | 63,797 | 11.32% | 116,600 | 20,695 | 21.58% |
| LFR 2001 | 646,647 | 19,200 | 3.06% | 135,800 | 19,200 | 16.47% |
| LF 2002 | 725,716 | 79,069 | 12.23% | 142,300 | 6,500 | 4.79% |

2- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (emprunt).

En millions de francs

| LF et ANNEES | FINANCEMENTS ACQUIS | | | PREVISIONS DE TIRAGE | | |
|--------------|---------------------|-----------------------------|-------------------------------|----------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| | Montants | Ecarts / gestion précédente | % Ecarts / gestion précédente | Montants | Ecarts / gestion précédente | % Ecarts / gestion précédente |
| LF 2000 | 710,987 | | | 145,832 | | |
| LF 2001 | 688,649 | -22,338 | -3.14% | 151,525 | 5,693 | 3.90% |
| LFR 2001 | 726,547 | 37,898 | 5.50% | 156,907 | 5,382 | 3.55% |
| LF 2002 | 807,824 | 81,277 | 11.19% | 161,675 | 4,768 | 3.04% |

3- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (subvention).

En millions de francs

| LF et ANNEES | FINANCEMENTS ACQUIS | | | PREVISIONS DE TIRAGE | | |
|--------------|---------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------|----------------------------|------------------------------|
| | Montants | Ecart / gestion précédente | % Ecart / gestion précédente | Montants | Ecart / gestion précédente | % Ecart / gestion précédente |
| LF 2000 | 440,735 | | | 99,894 | | |
| LF 2001 | 468,917 | 28,182 | 6.39% | 89,355 | -10,539 | -10.55% |
| LFR 2001 | 431,019 | -37,898 | -8.08% | 84,188 | -5,167 | -5.78% |
| LF 2002 | 461,928 | 30,909 | 7.17% | 88,712 | 4,524 | 5.37% |

4- Récapitulation générale.

En millions de francs

| LF et ANNEES | AUTORISATION DE PROGRAMME ET FINANCEMENTS ACQUIS (AP+FA) | | | CREDITS DE PAIEMENT ET PREVISIONS DE TIRAGE (CP+PT) | | |
|--------------|---|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------|------------------------------|
| | Montants | Ecart / gestion précédente | % Ecart / gestion précédente | Montants | Ecart / gestion précédente | % Ecart / gestion précédente |
| LF 2000 | 1,715,372 | | | 341,631 | | |
| LF 2001 | 1,785,013 | 69,641 | 4.06% | 357,480 | 15,849 | 4.64% |
| LFR 2001 | 1,804,213 | 19,200 | 1.08% | 357,480 | 0 | 0.00% |
| LF 2002 | 1,995,468 | 191,255 | 10.60% | 392,687 | 35,207 | 9.85% |

IV.- OBSERVATIONS GENERALES SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES

TABLEAU IV EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
En millions de francs

| LIBELLES | LF 2000 | LFR 2001 | LOI DE FINANCES 2002 | | | ECART | |
|---|------------------|------------------|----------------------|----------------------|------------------|-----------------------------|------------------|
| | | | SERVICES VOTES | MESURES NOUVELLES | TOTAL | Val. Absolue LFR 01/LF01 | Val. Relat. % |
| DEPENSES ORDINAIRES | | | | | | | |
| TITRE 1 dette publique | 107,400 | 84,000 | 144,300 | 0 | 144,300 | 60,300 | 71.79% |
| TITRE 2 personnel | 179,300 | 186,000 | 184,715 | 7,284 | 191,999 | 5,999 | 3.23% |
| TITRE 3 achat biens et services | 140,905 | 240,306 | 95,149 | 15,006 | 110,155 | -130,151 | -54.16% |
| TITRE 4 Transfert | 53,695 | 56,794 | 86,073 | 31,473 | 117,546 | 60,752 | 106.97% |
| TOTAL DEP. ORDINAIRES | 481,300 | 567,100 | 510,237 | 53,763 | 564,000 | -3,100 | -0.55% |
| dont Titre 2,3,4 = | 373,900 | 483,100 | 365,937 | 53,763 | 419,700 | -69,399 | -14.37% |
| TITRE 5 Investissements | 357,480 | 376,895 | 376,895 | 15,792 | 392,687 | 15,792 | 4.19% |
| INTERIEURES | 116,600 | 135,800 | 135,800 | 6,500 | 142,300 | 6,500 | 4.79% |
| EXTERIEUR | 240,880 | 241,095 | 241,095 | 9,292 | 250,387 | 9,292 | 3.85% |
| TOTAL DEP ORD. + DEP CAP | 838,780 | 943,995 | 887,132 | 69,555 | 956,687 | 12,692 | 1.34% |
| INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES | 1,785,013 | 1,804,213 | 1,804,213 | 191,255 | 1,995,468 | 191,255 | 10.60% |

V.- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

TABLEAU V : RECAPITULATION GENERALE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
En millions de francs

| LIBELLES | LOI DE FINANCES 2001 | | | | LOI DE FINANCES 2002 | | | |
|------------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|---------------|----------------------|-------------------|----------------------|---------------|
| | RECETTES | DEPENSES | | | RECETTES | DEPENSES | | |
| | | SERVICES VOTES | MESURES NOUVELLES | TOTAL | | SERVICES VOTES | MESURES NOUVELLES | TOTAL |
| COMPTE D'AFFECT. SPECIALE | 24,600 | 157,780 | -133,180 | 24,600 | 32,820 | 24,600 | 8,220 | 32,820 |
| dont: | | | | | | | | |
| - FONDS NATIONAL RETRAITE | 21,000 | 21,000 | 0 | 21,000 | 29,000 | 21,000 | 8,000 | 29,000 |
| - CAISSE AUTONOME AMORTISSEMENT | | 132,000 | -132,000 | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| - AUTRES CPTE AFFECTATION SPECIALE | 3,600 | 4,780 | -1,180 | 3,600 | 3,820 | 3,600 | 220 | 3,820 |
| COMPTE DE COMMERCE | 175 | 290 | -115 | 175 | 175 | 175 | 0 | 175 |
| CPTE REGLEMENT GOUV. ETRANGERS | 2,515 | 2,515 | 0 | 2,515 | 2,515 | 2,515 | 0 | 2,515 |
| CPTE OPERATIONS MONETAIRES | 800 | 800 | 0 | 800 | 800 | 800 | 0 | 800 |
| COMPTES DE PRETS | 2,250 | 1,150 | 1,100 | 2,250 | 2,250 | 2,250 | 0 | 2,250 |
| COMPTES D'AVANCES | 900 | 2000 | -1,100 | 900 | 1700 | 900 | 800 | 1,700 |
| COMPTE GARANTIES ET AVALS | 3500 | 3500 | 0 | 3500 | 3500 | 3500 | 0 | 3,500 |
| TOTAL GENERAL | 34,740 | 168,035 | -133,295 | 34,740 | 43,760 | 34,740 | 9,020 | 43,760 |

NB : Ce document n'a aucune valeur juridique, seuls les documents officiels font foi.

D - PROJET DE LOI

**PREMIERE PARTIE : VOIES ET MOYENS ET AUTORISATION DE
PERCEPTION DES RESSOURCES PUBLIQUES**

ARTICLE PREMIER :

I- Pour la loi de Finances de l'année 2002, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

En milliards de francs

| RESSOURCES | | CHARGES | | SOLDE |
|---------------------------------------|--------------|------------------------------|---------------|--------------|
| A - BUDGET GENERAL | | | | |
| A 1 - Recettes internes | 688.3 | dépenses internes | 706.3 | -18.0 |
| Titre 0 71 Recettes fiscales | 665.6 | Titre 1 dette publique | 144.3 | |
| Titre 0 72 Recettes non fiscales | 14.7 | Titre 2 personnel | 192.0 | |
| Titre 0 76 Autres recettes | 8.0 | Titre 3 et 4 autres dépenses | 227.7 | |
| | | Titre 5 investissement | 142.3 | |
| A 2 - Recettes externes | 250.4 | dépenses externes | 250.4 | 0.0 |
| Titre 0 12 à 17 Tirage Dons et emprur | 250.4 | Titre 5 investissement | 250.4 | |
| TOTAL A = (A1 + A2) | 938.7 | | 956.7 | -18.0 |
| B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | | | | |
| Titre 7 - Recettes | 40.2 | Titre 7 Dépenses | 43.7 | -3.5 |
| TOTAL C = (A + B) | 978.9 | | 1000.4 | -21.5 |

II. – Pour la loi de finances de l'année 2002, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 271.887.000.000. francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention à passer avec ces organismes.

ARTICLE 2 :

Est autorisée la perception des recettes du budget général évaluées dans la loi de finances de l'année 2002, à la somme de 688.300.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

DEUXIEME PARTIE : BUDGET GENERAL

ARTICLE 3 :

Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2002, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 510.237.522.000 CFA ainsi répartie :

| | | |
|---|------------------------|-------------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges dette publique | 144,300,000,000 | francs CFA |
| - Titre 2 dépenses personnel | 184,715,969,000 | francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 95,186,892,000 | francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants | 86,034,661,000 | francs CFA |
| total | 510,237,522,000 | francs CFA |

ARTICLE 4 :

Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2002, au titre de mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 53.762.478.000 francs CFA ainsi répartis :

| | | |
|---|-----------------------|-------------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges dette publique | - | francs CFA |
| - Titre 2 dépenses personnel | 7,284,031,000 | francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 15,025,650,000 | francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants | 31,452,797,000 | francs CFA |
| total | 53,762,478,000 | francs CFA |

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe III de la présente loi.

ARTICLE 5 :

I.- Pour la loi de finances de l'année 2002, les ressources internes destinées au financement des dépenses en capital sont évaluées à 142.300.000.000 francs CFA.

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2002, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital du budget général ainsi qu'il suit:

| | | |
|---|-----------------|------------|
| Titre 5 INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT CREDITS DE PAIEMENTS | 142,300,000,000 | francs CFA |
|---|-----------------|------------|

III – Il est ouvert pour la loi de finances 2002, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes ainsi évalués :

| | | |
|---|-----------------|------------|
| Titre 5 INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT AUTORISATIONS DE PROGRAMME | 725,716,000,000 | francs CFA |
|---|-----------------|------------|

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe IV jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :

| | | |
|---|----------------|------------|
| - Fonds routier | 15,000,000,000 | francs CFA |
| - Fonds d'équip collect. locales | 4,000,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de l'hydraulique | 350,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de transport urbain | 400,000,000 | francs CFA |
| - Fonds promotion jeunesse et ASC | 2,000,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de garantie rural | 6,000,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de bonification rural | 900,000,000 | francs CFA |
| - Fonds de lutte contre calamités rurales | 800,000,000 | francs CFA |

ARTICLE 6 :

I Pour la loi de finances de l'année 2002, les prévisions de tirage (emprunt et subvention) affectées à des dépenses en capital sont évaluées à 250.387.000.000 de francs CFA ainsi réparties :

TITRE V INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

PREVISIONS DE TIRAGE

| | | |
|--------------|-----------------|------------|
| - Emprunt | 161,675,000,000 | francs CFA |
| - Subvention | 88,712,000,000 | francs CFA |

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 1.269.752.000.000 de francs CFA ainsi répartis :

TITRE V INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

FINANCEMENTS ACQUIS

| | | |
|--------------|-----------------|------------|
| - Emprunt | 807,824,000,000 | francs CFA |
| - Subvention | 461,928,000,000 | francs CFA |

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe IV jointe à la présente loi.

ARTICLE 7 :

I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2002, sont évaluées à 32.820.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2002, s'élèvent à 32.820.000.000 de francs CFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivant :

- Frais de contrôle des organismes d'assurances ;
- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

ARTICLE 8 :

Pour l'année 2002, les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale ne seront pas reportés.

ARTICLE 9 :

I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2002, sont évaluées à 175.000.000 de francs CFA.

III – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 175.000.000 de francs CFA.

ARTICLE 10:

I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers pour la loi de finances de l'année 2001, sont évaluées à 2.515.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de règlement avec les gouvernements étrangers, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 2.515.000.000 de francs CFA.

ARTICLE 11:

I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'opérations monétaires sont évaluées à 800.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'opérations monétaires, pour la loi de finances 2001, s'élèvent à 800.000.000 de francs CFA.

ARTICLE 12:

I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2002, sont évaluées à 2.250.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 2.250.000.000 de francs CFA.

ARTICLE 13:

I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 1.700.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 1.700.000.000 de francs CFA.

ARTICLE 14:

I – Les ressources des comptes de garanties et d'aval, pour la loi de finances 2002, sont évaluées à 3.500.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de garanties et d'aval, pour la loi de finances 2002, s'élèvent à 3.500.000.000 de francs CFA.

ARTICLE 15:

Compte tenu des dispositions de articles 7 à 14, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 43.760.000.000 de francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2002 sont évaluées à la somme de 43.760.000.000 de francs CFA.

ARTICLE 16 :

La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2002.

ARTICLE 17 :

Conformément à l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII.

ARTICLE 18:

Tout acte de dépenses qui engage les finances d'une personne morale de droit public est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques que sont :

l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la confirmation de sa régularisation et de sa prise en charge par l'ordonnateur, la liquidation et le paiement.

Tout contrat conclu en violation de ces obligations est nul et de nullité absolue.

ARTICLE 19 :

Le Président de la République est autorisé :

1° - à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à moyen et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ;

2° - à réescompter auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les obligations cautionnées souscrites à l'ordre du Trésor ainsi qu'à recourir, sur le plan interne, à l'épargne privée par l'émission de bons du Trésor, par voie d'adjudication, conformément aux dispositions du règlement communautaire approuvé par le Conseil des Ministres de l'UEMOA.

ANNEXES LEGISLATIVES

**- PREVISIONS DE RECETTES
PAR ARTICLE ET PAR PARAGRAPHE**

ANNEXE 1

Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En milliers de francs

| Nomenclature budgétaire et nature recette | PREVISIONS LF 2002 |
|--|-----------------------|
| ARTICLE 71 - RECETTES FISCALES | |
| Paragraphe 711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital | 71,400,000 |
| Paragraphe 712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations | 80,700,000 |
| Paragraphe 713 Impôts sur le patrimoine | 900,000 |
| Paragraphe 714 Autres impôts directs | 0 |
| Paragraphe 715 Impôts et taxes intérieures sur les biens et services | 385,700,000 |
| Paragraphe 716 droits de timbre et d'enregistrement | 23,600,000 |
| Paragraphe 717 Droits et taxes à l'importation | 102,800,000 |
| Paragraphe 719 Autres recettes fiscales | 500,000 |
| 71 - TOTAL RECETTES FISCALES | 665,600,000 |
| ARTICLE 72- RECETTES NON FISCALES | |
| Paragraphe 721- Revenu de l'Entreprise et du Domaine | 5,700,000 |
| Paragraphe 722 Droits et frais administratifs | 400,000 |
| Paragraphe 723- Amendes et condamnations pécuniaires | 100 000 |
| Paragraphe 724 Produits financiers | 6 900 000 |
| Paragraphe 729 Autres recettes non fiscales | 1,600,000 |
| TOTAL RECETTES NON FISCALES | 14,700,000 |
| B. Article 29 - Remboursement des prêts et avances | |
| Paragraphe 297 Prêts rétrocédés | 8,000,000 |
| TOTAL AUTRES RECETTES ART 29 | 8 ,000,000 |
| TOTAL RECETTES INTERIEURES | 688,300,000 |

En milliers de francs

| Nomenclature budgétaire et nature recette | PREVISIONS LF 2002 |
|--|-------------------------------|
| ARTICLE 12 - DONS, PROJETS ET LEGS | 88,712,000 |
| ARTICLE - 15 TIRAGE SUR EMPRUNTS | 161,675,000 |
| ARTICLE - 17 AUTRES EMPRUNTS (DEFICIT BUDGETAIRE) | 21,500,000 |
| TOTAL RECETTES EXTERIEURES | 271,887,000 |
| | |
| TOTAL GENERAL DES RECETTES | 960,187,000 |

- **COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

ANNEXE 2

Comptes spéciaux du Trésor

En milliers de francs

| IMPUTATION | LIBELLES | Recettes | Dépenses |
|------------|---|-------------------|-------------------|
| 1 | COMPTES D'AFFECTION SPECIALE | | |
| 1 2 0 1 | Fonds National de retraite | 29,000,000 | 29,000,000 |
| 1 2 0 2 | Fonds de Lutte contre incendies | 300,000 | 300,000 |
| 1 3 0 1 | Caisse d'encourag. à la Pêche et Industries Annexes | 890,000 | 890,000 |
| 1 4 0 1 | Frais de contrôle des Organismes d'Assurances | 450,000 | 450,000 |
| 1 4 0 2 | Invest; sur subvention et prêts étrangers | 2,000,000 | 2,000,000 |
| 1 5 0 1 | Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique | 180,000 | 180,000 |
| | s/total | 32,820,000 | 32,820,000 |
| 2 | COMPTES DE COMMERCE | | |
| 2 0 0 1 | Opér. à caractère industriel et Commerc. des Armées | 150,000 | 150,000 |
| 2 0 0 2 | Opér. à caractère industriel et Commercial DPS | 10,000 | 10,000 |
| 2 0 0 3 | Opér. à caractère ind. et Com. Etabl. Pénitentiers | 15,000 | 15,000 |
| | s/total | 175,000 | 175,000 |
| 3 | COMPTES DE REGLEMENT AVEC LES GOUV. ETR. | | |
| 3 0 0 1 | Accord senégalo mauritanien entre services du trésor | 15,000 | 15,000 |
| 3 0 0 2 | Accord avec le Trésor Français | 2,500,000 | 2,500,000 |
| | s/total | 2,515,000 | 2,515,000 |
| 4 | COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | | |
| 4 0 0 1 | Comptes de pertes et profits de Change | 800,000 | 800,000 |
| | s/total | 800,000 | 800,000 |
| 5 | COMPTES DE PRETS | | |
| 5 0 0 1 | Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj. | 200,000 | 200,000 |
| 5 0 0 2 | Autres prêts aux Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj. | 0 | 0 |
| 5 0 0 3 | Consolidation d'avances en prêts aux Collect.locales | 0 | 0 |
| 5 0 0 4 | Autres prêts aux Collectivités locales | 1,000,000 | 1,000,000 |
| 5 0 0 5 | Consol. d'avances en prêts à divers org. et particuliers | 250,000 | 250,000 |

En milliers de francs

| IMPUTATION | LIBELLES | Recettes | Dépenses |
|------------|--|-------------------------------|-------------------------------|
| 5 0 0 6 | Autres prêts à divers organismes et particuliers s/total | 800,000 2,250,000 | 800,000 2,250,000 |
| 6 | COMPTES D'AVANCES | | |
| 6 0 0 1 | Avances Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj. | 500,000 | 500,000 |
| 6 0 0 2 | Avance à 1 an à divers organismes et particuliers | 100,000 | 100,000 |
| 6 0 0 3 | Avance à 1 an à divers agents publics | 100,000 | 100,000 |
| 6 0 0 4 | Avance à 1 an aux collectivités locales s/total | 1,000,000 1,700,000 | 1,000,000 1,700,000 |
| 7 | COMPTE GARANTIES ET AVALS | | |
| 7 0 0 1 | Garanties et avals s/total | 3,500,000 3,500,000 | 3,500,000 3,500,000 |
| | RECAPITULATION GENERALE | | |
| 1 | COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | 32,820,000 | 32,820,000 |
| 2 | COMPTES DE COMMERCE | 175,000 | 175,000 |
| 3 | COMPTES DE REGLEMENT AVEC LES GOUV. ETR. | 2,515,000 | 2,515,000 |
| 4 | COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | 800,000 | 800,000 |
| 5 | COMPTES DE PRETS | 2,250,000 | 2,250,000 |
| 6 | COMPTES D'AVANCES | 1,700,000 | 1,700,000 |
| 7 | COMPTE GARANTIES ET AVALS | 3,500,000 | 3,500,000 |
| | total | 43,760,000 | 43,760,000 |

**- COUT DES SERVICES VOTES PAR POUVOIR PUBLIC OU PAR
MINISTERE DES DEPENSES ORDINAIRES**

ANNEXE 3

Coût des Services Votés

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR 2001 | Loi de finances pour l'année 2002 |
|---|--------------------------------|--------------------------------------|
| | | Réévalut. Sces. votés |
| TITRE I : DETTE PUBLIQUE | | |
| Dette Publique | | |
| <i>Titre 1 - 10 Amortissement et charges dette publique</i> | 84,000,000 | 144,300,000 |
| <i>Total</i> | 84,000,000 | 144,300,000 |
| POUVOIRS PUBLICS | | |
| Présidence de la République | | |
| <i>Titre 2 - 21 dépenses de personnel</i> | 1,462,000 | 1,349,679 |
| <i>Titre 3 - 21 dépenses de fonctionnement</i> | 3,553,683 | 3,142,014 |
| <i>Titre 4 - 21 autres transferts courants</i> | 48,273 | 610,000 |
| <i>Total</i> | 5,063,956 | 5,101,693 |
| Assemblée Nationale | | |
| <i>Titre 2 - 22 dépenses de personnel</i> | 2,900,000 | 2,760,938 |
| <i>Titre 3 - 22 dépenses de fonctionnement</i> | 2,930,500 | 2,930,500 |
| <i>Titre 4 - 22 autres transferts courants</i> | 96,800 | 96,800 |
| Total | 5,927,300 | 5,788,238 |
| Conseil Economique et Social | | |
| <i>Titre 2 - 23 dépenses de personnel</i> | 97,635 | 0 |
| <i>Titre 3 - 23 dépenses de fonctionnement</i> | 85,652 | 0 |
| Total | 183,287 | 0 |
| Sénat | | |
| <i>Titre 2 - 24 dépenses de personnel</i> | 511,102 | 0 |
| <i>Titre 3 - 24 dépenses de fonctionnement</i> | 87,416 | 0 |
| <i>Titre 4 - 24 autres transferts courants</i> | 10,000 | 0 |
| Total | 608,518 | 0 |
| Conseil Constitutionnel | | |
| <i>Titre 2 - 25 dépenses de personnel</i> | 83,863 | 85,888 |
| <i>Titre 3 - 25 dépenses de fonctionnement</i> | 47,261 | 47,261 |
| Total | 131,124 | 133,149 |
| Conseil d'Etat | | |
| <i>Titre 2 - 26 dépenses de personnel</i> | 136,037 | 152,990 |
| <i>Titre 3 - 26 dépenses de fonctionnement</i> | 314,803 | 114,803 |
| Total | 450,840 | 267,793 |

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR 2001 | Loi de finances pour l'année 2002 |
|---|--------------------------------|--------------------------------------|
| | | Réévalut. Sces. votés |
| Cour de Cassation | | |
| <i>Titre 2 - 27 dépenses de personnel</i> | 245,527 | 211,539 |
| <i>Titre 3 - 27 dépenses de fonctionnement</i> | 103,159 | 103,159 |
| <i>Titre 4 - 27 autres transferts courants</i> | 0 | |
| Total | 348,686 | 314,698 |
| Cour des Comptes | | |
| <i>Titre 2 - 28 dépenses de personnel</i> | 341,832 | 339,682 |
| <i>Titre 3 - 28 dépenses de fonctionnement</i> | 174,460 | 176,460 |
| Total | 516,292 | 516,142 |
| POUVOIRS PUBLICS | 13,230,003 | 12,121,713 |
| MOYENS DES SERVICES | | |
| ACTION ADMINISTRATIVE GENERALE | | |
| PRIMATURE | | |
| <i>Titre 2 - 30 dépenses de personnel</i> | 1,110,511 | 601,101 |
| <i>Titre 3 - 30 dépenses de fonctionnement</i> | 4,179,936 | 2,788,241 |
| <i>Titre 4 - 30 autres transferts courants</i> | 709,324 | 1,348,397 |
| Total | 5,999,771 | 4,737,739 |
| Ministère des Aff. Etrangère. Union Afric. Sénég. Extér. | | |
| <i>Titre 2 - 31 dépenses de personnel</i> | 7,006,489 | 8,186,972 |
| <i>Titre 3 - 31 dépenses de fonctionnement</i> | 8,968,041 | 7,703,498 |
| <i>Titre 4 - 31 autres transferts courants</i> | 2,890,310 | 1,890,310 |
| Total | 18,864,840 | 17,780,780 |
| Ministère des Forces Armées | | |
| <i>Titre 2 - 32 dépenses de personnel</i> | 39,519,818 | 39,715,148 |
| <i>Titre 3 - 32 dépenses de fonctionnement</i> | 11,829,243 | 10,944,872 |
| <i>Titre 4 - 32 autres transferts courants</i> | 111,988 | 128,879 |
| Total | 51,461,049 | 50,788,899 |
| Ministère de l'Intérieur | | |
| <i>Titre 2 - 33 dépenses de personnel</i> | 16,194,239 | 13,737,841 |
| <i>Titre 3 - 33 dépenses de fonctionnement</i> | 13,150,785 | 9,732,553 |
| <i>Titre 4 - 33 autres transferts courants</i> | 7,289,537 | 7,289,537 |
| Total | 36,634,561 | 30,759,931 |
| Ministère de la Justice | | |

| | | |
|--|------------------|------------------|
| <i>Titre 2 - 34 dépenses de personnel</i> | 5,218,147 | 4,622,020 |
| <i>Titre 3 - 34 dépenses de fonctionnement</i> | 2,693,396 | 2,220,707 |
| <i>Titre 4 - 34 autres transferts courants</i> | 33,938 | 132,200 |
| <i>Total</i> | 7,945,481 | 6,974,927 |

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR 2001 | Loi de finances pour l'année 2002 |
|--|--------------------------------|--------------------------------------|
| | | Réévalut. Sces. votés |
| Ministère de Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi | | |
| <i>Titre 2 - 35 dépenses de personnel</i> | 747,042 | 598,431 |
| <i>Titre 3 - 35 dépenses de fonctionnement</i> | 483,906 | 488,906 |
| <i>Titre 4 - 35 autres transferts courants</i> | 57,568 | 52,568 |
| <i>Total</i> | 1,288,516 | 1,139,905 |
| Ministère chargé des Relations avec les Assemblées | | |
| <i>Titre 2 - 36 dépenses de personnel</i> | 34,439 | 48,637 |
| <i>Titre 3 - 36 dépenses de fonctionnement</i> | 42,657 | 42,657 |
| <i>Total</i> | 77,096 | 91,294 |
| Sous total ACTION ADMINISTRATIVE GENERALE | | |
| | 122,271,314 | 112,273,475 |
| ACTION ECONOMIQUE | | |
| Ministère de la Pêche | | |
| <i>Titre 2 - 40 dépenses de personnel</i> | 464,542 | 434,773 |
| <i>Titre 3 - 40 dépenses de fonctionnement</i> | 104,370 | 104,370 |
| <i>Titre 4 - 40 autres transferts courants</i> | 18,000 | 10,000 |
| <i>Total</i> | 586,912 | 549,143 |
| Ministère de l'Equipement et des Transports | | |
| <i>Titre 2 - 41 dépenses de personnel</i> | 738,860 | 676,971 |
| <i>Titre 3 - 41 dépenses de fonctionnement</i> | 160,937 | 167,937 |
| <i>Titre 4 - 41 autres transferts courants</i> | 15,000 | 8,000 |
| <i>Total</i> | 914,797 | 852,908 |
| Ministère de l' Agriculture et de l'Elevage | | |
| <i>Titre 2 - 42 dépenses de personnel</i> | 3,446,635 | 3,035,593 |
| <i>Titre 3 - 42 dépenses de fonctionnement</i> | 1,054,332 | 1,056,332 |
| <i>Titre 4 - 42 autres transferts courants</i> | 3,791,438 | 3,789,438 |
| <i>Total</i> | 8,292,405 | 7,881,363 |
| Ministère de l' Economie et des Finances | | |
| <i>Titre 2 - 43 dépenses de personnel</i> | 8,989,312 | 8,674,481 |

| | | |
|---|-------------------|-------------------|
| <i>Titre 3 - 43 dépenses de fonctionnement</i> | 4,425,747 | 4,693,781 |
| <i>Total</i> | 13,415,059 | 13,368,262 |
| Ministère de l'Artisanat et de l'Industrie | | |
| <i>Titre 2 - 44 dépenses de personnel</i> | 171,868 | 220,114 |
| <i>Titre 3 - 44 dépenses de fonctionnement</i> | 107,247 | 111,419 |
| <i>Titre 4 - 44 autres transferts courants</i> | 406,072 | 406,072 |
| <i>Total</i> | 685,187 | 737,605 |

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR 2001 | Loi de finances pour l'année 2002 |
|---|--------------------------------|--------------------------------------|
| | | Réévalut. Sces. votés |
| Ministère des P.M.E. et du Commerce | | |
| <i>Titre 2 - 45 dépenses de personnel</i> | 541,277 | 728,457 |
| <i>Titre 3 - 45 dépenses de fonctionnement</i> | 194,699 | 293,384 |
| <i>Titre 4 - 45 autres transferts courants</i> | 133,847 | 133,847 |
| <i>Total</i> | 869,823 | 1,155,688 |
| Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire | | |
| <i>Titre 2 - 46 dépenses de personnel</i> | 617,607 | 579,545 |
| <i>Titre 3 - 46 dépenses de fonctionnement</i> | 176,704 | 179,604 |
| <i>Total</i> | 794,311 | 759,149 |
| Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique | | |
| <i>Titre 2 - 47 dépenses de personnel</i> | 568,236 | 518,101 |
| <i>Titre 3 - 47 dépenses de fonctionnement</i> | 245,507 | 226,258 |
| <i>Titre 4 - 47 autres transferts courants</i> | 40,340 | 8,502 |
| <i>Total</i> | 854,083 | 752,861 |
| Ministère du Tourisme | | |
| <i>Titre 2 - 49 dépenses de personnel</i> | 0 | 210,775 |
| <i>Titre 3 - 49 dépenses de fonctionnement</i> | 0 | 82,730 |
| <i>Titre 4 - 49 autres transferts courants</i> | 0 | 7,776 |
| <i>Total</i> | 0 | 301,281 |
| TOTAL ACTION ECONOMIQUE | | |
| | 26,412,577 | 26,358,260 |
| ACTION CULTURELLE ET SOCIALE | | |
| Ministère de l'Éducation | | |
| <i>Titre 2 - 50 dépenses de personnel</i> | 61,554,726 | 62,527,726 |

| | | |
|--|--------------------|--------------------|
| <i>Titre 3 - 50 dépenses de fonctionnement</i> | 12,526,956 | 12,526,956 |
| <i>Titre 4 - 50 autres transferts courants</i> | 28,153,484 | 28,153,484 |
| <i>Total</i> | 102,235,166 | 103,208,166 |
| Ministère des Sports | | |
| | - | - |
| <i>Titre 2 - 52 dépenses de personnel</i> | 958,402 | 625,865 |
| <i>Titre 3 - 52 dépenses de fonctionnement</i> | 1,556,274 | 1,586,274 |
| <i>Titre 4 - 52 autres transferts courants</i> | 50,000 | 50,000 |
| <i>Total</i> | 2,564,676 | 2,262,139 |
| Ministère de la Culture | | |
| <i>Titre 2 - 53 dépenses de personnel</i> | 458,743 | 465,641 |
| <i>Titre 3 - 53 dépenses de fonctionnement</i> | 361,972 | 302,345 |
| <i>Titre 4 - 53 autres transferts courants</i> | 857,454 | 957,630 |
| <i>Total</i> | 1,678,169 | 1,725,616 |

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR 2001 | Loi de finances pour l'année 2002 |
|--|--------------------------------|--------------------------------------|
| | | Réévalut. Sces. votés |
| Ministère de la Santé et de la Prévention | | |
| <i>Titre 2 - 54 dépenses de personnel</i> | 12,014,614 | 12,335,162 |
| <i>Titre 3 - 54 dépenses de fonctionnement</i> | 7,167,575 | 7,108,328 |
| <i>Titre 4 - 54 autres transferts courants</i> | 6,103,232 | 6,366,479 |
| <i>Total</i> | 25,285,421 | 25,809,969 |
| Ministère de la Jeunesse, de l'Environnement et de l'Hygiène Publique | | |
| <i>Titre 2 - 55 dépenses de personnel</i> | 3,093,335 | 2,137,884 |
| <i>Titre 3 - 55 dépenses de fonctionnement</i> | 1,947,346 | 1,908,507 |
| <i>Titre 4 - 55 autres transferts courants</i> | 72,963 | 72,963 |
| <i>Total</i> | 5,113,644 | 4,119,354 |
| Ministère du Développement Social et de la Solidarité Nationale | | |
| <i>Titre 2 - 57 dépenses de personnel</i> | 1,106,937 | 910,295 |
| <i>Titre 3 - 57 dépenses de fonctionnement</i> | 273,089 | 151,249 |
| <i>Titre 4 - 57 autres transferts courants</i> | 300,742 | 312,742 |
| <i>Total</i> | 1,680,768 | 1,374,286 |
| Ministère de la Famille et de la Petite Enfance | | |
| <i>Titre 2 - 58 dépenses de personnel</i> | 62,337 | 783,349 |
| <i>Titre 3 - 58 dépenses de fonctionnement</i> | 2,755 | 666,880 |
| <i>Titre 4 - 58 autres transferts courants</i> | | |
| <i>Total</i> | 65,092 | 1,450,229 |
| Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, Alphabétisation et Langues Nationales | | |

| | | |
|---|--------------------|--------------------|
| <i>Titre 2 - 59 dépenses de personnel</i> | 3,697,201 | 3,942,792 |
| <i>Titre 3 - 59 dépenses de fonctionnement</i> | 594,589 | 692,069 |
| <i>Titre 4 - 59 autres transferts courants</i> | 200,615 | 245,650 |
| <i>Total</i> | 4,492,405 | 4,880,511 |
| TOTAL ACTION CULTURELLE ET SOCIALE | 143,115,341 | 144,830,270 |
| CHARGES NON REPARTIES " DEPENSES COMMUNES" | | |
| CHARGES NON REPARTIES " DEPENSES COMMUNES" | | |
| <i>Titre 2 - 60 dépenses de personnel</i> | 11,906,687 | 13,497,579 |
| <i>Titre 3 - 60 dépenses de fonctionnement</i> | 29,201,102 | 22,892,838 |
| <i>Titre 4 - 60 autres transferts courants</i> | 136,962,976 | 33,963,387 |
| <i>Total</i> | 178,070,765 | 70,353,804 |
| TOTAL CHARGES NON REPARTIES"DEPENSES COMMUNES" | 178,070,765 | 70,353,804 |
| TOTAL : MINISTERES | 469,869,997 | 353,815,809 |

En milliers de francs

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits ouverts en LFR 2001 | Loi de finances pour l'année 2002 |
|--|-----------------------------|-----------------------------------|
| | | Réévalut. Sces. votés |
| | | |
| | | |
| RECAPITULATION BUDGET FONCTIONNEMENT | | |
| DETTE PUBLIQUE | 84,000,000 | 144,300,000 |
| POUVOIRS PUBLICS | 13,230,003 | 12,121,713 |
| MINISTERES | 469,869,997 | 353,815,809 |
| TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES | 567,100,000 | 510,237,522 |
| TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES HORS DETTE PUBLIQUE | 483,100,000 | 365,937,522 |

**- REPARTITION PAR POUVOIR PUBLIC ET PAR MINISTERE
DES MESURES NOUVELLES APPLICABLES AUX DEPENSES
ORDINAIRES**

ANNEXE 4 : Répartition des mesures nouvelles

En francs

| POUV. PUBL. ET MINISTRES | PERSONNEL | FONCTIONNEMENT | TRANSFERTS COURANTS | TOTAL |
|--|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TITRE 1 POUVOIRS PUBLICS | | | | |
| 21 PRESIDENCE REPUBLIQUE | | 246,149,000 | - | 246,149,000 |
| 22 ASSEMBLEE NATIONALE | | - | | - |
| 23 C. ECONOMIQUE SOCIAL | | - | | - |
| 24 SENAT | | - | | - |
| 25 C. CONSTITUTIONNEL | | 10,000,000 | | 10,000,000 |
| 26 C. D'ETAT | | 5,405,000 | | 5,405,000 |
| 27 C. CASSATION | | 7,600,000 | 1,000,000 | 8,600,000 |
| 28 C. COMPTES | | 12,500,000 | | 12,500,000 |
| TOTAL TITRE 1 | - | 281,654,000 | 1,000,000 | 282,654,000 |
| TITRE 2: MOYENS DES SERVICES | | | | |
| 30 PRIMATURE | | 193,065,000 | 165,000,000 | 358,065,000 |
| 31 M. AFF. ETRANG. UNI. AFRIC. SEN. EXT. | | 535,000,000 | 600,000,000 | 1,135,000,000 |
| 32 M. FORCES ARMEES | | 1,027,829,000 | 14,000,000 | 1,041,829,000 |
| 33 M. INTERIEUR | | 1,118,261,000 | 1,000,000,000 | 2,118,261,000 |
| 34 M. JUSTICE | 124,875,000 | 106,817,000 | | 231,692,000 |
| 35 M. FONCT. PUB. TRAV. EMPLOI | 85,270,000 | 117,977,000 | 42,605,000 | 245,852,000 |
| 36 M. RELATIONS AVEC LES ASSEMBLEES | | 25,966,000 | | 25,966,000 |
| Sous- total action administ. générale | 210,145,000 | 3,124,915,000 | 1,821,605,000 | 5,156,665,000 |
| 40 M. PECHE | | 28,197,000 | 2,000,000 | 30,197,000 |
| 41 M. EQUIP. TRANSPORTS | | 28,464,000 | 1,000,000 | 29,464,000 |
| 42 M. AGRICULTURE ELEVAGE | | 31,091,000 | 9,286,000 | 40,377,000 |
| 43 M. ECONOMIE FINANCES | | 195,288,000 | - | 195,288,000 |
| 44 M. ARTISANATIndustr. | | 44,100,000 | 89,176,000 | 133,276,000 |
| 45 M. PME et COMMERCE | | 64,735,000 | 1,153,000 | 65,888,000 |
| 46 M. URBAN.AMENAGEMENT TERRIT. | | 11,258,000 | | 11,258,000 |
| 47 M. MINES ENERGIE HYDRAULIQUE | | 61,798,000 | | 61,798,000 |
| 49 M. TOURISME | | 5,476,000 | | 5,476,000 |
| Sous - total action économique | - | 470,407,000 | 102,615,000 | 573,022,000 |
| 50 M. EDUCATION | 214,781,000 | 2,924,534,000 | 2,160,000,000 | 5,299,315,000 |
| 52 M. SPORTS | | 1,563,856,000 | 20,000,000 | 1,583,856,000 |
| 53 M. CULTURE | | 61,900,000 | 226,625,000 | 288,525,000 |
| 54 M. SANTE et PREVENTION | 449,200,000 | 1,659,000,000 | 2,471,000,000 | 4,579,200,000 |
| 55 M. JEUNESSE ENVIRO. HYGIENE | | 708,366,000 | 13,000,000 | 721,366,000 |
| 57 M. DEVELOP. SOC. SOLIDARITE NAT | | 73,855,000 | 20,000,000 | 93,855,000 |
| 58 M. FAMILLE ET PETITE ENFANCE | - | 194,500,000 | 200,000,000 | 394,500,000 |
| 59 M E. TECH. FOR. PROF. ALPH. LANG. NAT. | | 92,663,000 | 45,110,000 | 137,773,000 |
| Sous total action culturelle et sociale | 663,981,000 | 7,278,674,000 | 5,155,735,000 | 13,098,390,000 |
| 60 CHARGES NON REPARTIES | 6,409,905,000 | 3,870,000,000 | 24,371,842,000 | 34,651,747,000 |
| TOTAL TITRE 2: MOYENS DES SERVICES | 7,284,031,000 | 14,743,996,000 | 31,451,797,000 | 53,479,824,000 |
| TOTAL TITRES 1 et 2 | 7,284,031,000 | 15,025,650,000 | 31,452,797,000 | 53,762,478,000 |

- **BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT**

ANNEXE 5

Budget consolidé d'investissement

En millions de francs

| Titre | INTITULES DES SECTEURS | SOURCES DE FINANCEMENTS | | | | | | TOTAL | |
|-------|------------------------------|-------------------------|---------|----------------|---------|-------------|--------|-----------|---------|
| | | INTERIEUR (1) | | EXTERIEURS (2) | | | | | |
| | | ETAT | | EMPRUNTS | | SUBVENTIONS | | | |
| | | AP | CP | FA | PT | FA | PT | AP+FA | CP+PT |
| 5 | Investissements | 725,716 | 142,300 | 807,824 | 161,675 | 461,928 | 88,712 | 1,995,468 | 392,687 |

AP = autorisation de programme

CP = crédits de paiement

FA = financement acquis

Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année

budgétaire

Financements publics intérieurs (TRESOR)

Financements publics intérieurs (TRESOR)

Financements extérieurs

Financements extérieurs

(1) Opérations d'investissement financées sur le budget consolidé d'investissement (BCI)

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

- TAXES PARAFISCALES

ANNEXE 6

Tableau des taxes parafiscales

(Art 33 de la loi organique, Art 18 du projet de loi)

| ORGANISME BENEFICIAIRE | NATURE OU OBJET DE LA TAXE | TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES |
|--|--|--|
| Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) | <ul style="list-style-type: none">- cotisation professionnelle- prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation et à l'exportation | <ul style="list-style-type: none">- loi 75-51 du 3 avril 1975- décret 94-006 du 9 juin 1994 |

- CREDITS EVALUATIFS

ANNEXE 7

Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs

(Art 17 du projet de loi)

| IMPUTATION | NATURE DES DEPENSES |
|-----------------------|---|
| | |
| BUDGET GENERAL | |
| | TOUS LES SERVICES |
| | Dépenses de personnel |
| | Indemnités de logement |
| | AFFAIRES ETRANGERES UNION AFRICAINE ET SENEGALAIS EXTERIEUR |
| | Location immeuble |
| | Indemnités de logement |
| | ECONOMIE ET FINANCES |
| | Subvention BNE pour contrepartie aux marchés financés sur ressources extérieures |
| | Subvention produits pétroliers |
| | Promotion et développement des céréales locales |
| | Contribution du Sénégal aux dépenses de l'assistance technique |
| | Couverture de débet |
| | Provision pour timbre douanier |
| | Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs |
| | Provisions pour exercice droit de péremption |
| | |

- **SERVICE DE LA DETTE**

ANNEXE 8

SERVICE DE LA DETTE

ETAT DETAILLE ENCOURS

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

| ENCOURS | |
|------------------------------------|---------------|
| DETTE EXTERIEURE 31.12.2000 | |
| Crédits multilatéraux | 1384.6 |
| dont FMI | 154.1 |
| BIRD/IDA | 913.5 |
| BEI/FED/FND | 60.9 |
| BAD/FAD | 201.8 |
| OPEP/DADEA/BID/FASA | 48.7 |
| BOAD/CEDEAO | 5.6 |
| Crédits Bilatéraux (a) | 436.9 |
| dont Pays de l'OCDE | 125.0 |
| France | 0.0 |
| Allemagne | 35.3 |
| Italie | 31.1 |
| Pays arabes | 230.5 |
| Arabie Saoudite | 90.7 |
| Koweït | 100.8 |
| Autres | 81.4 |
| Autres crédits (b) | 54.3 |
| Crédits Exportation | 54.3 |
| Crédits com. Non assurés | 0.0 |
| Total partiel (c= a + b) | 1875.8 |
| Dettes rééchelonnées (d) | 343.9 |
| dont OCDE | 287.7 |
| Arabe | 54.9 |
| Autres | 1.3 |
| Total (c+d) | 2219.7 |

ANNEXE 8 bis

SERVICE DE LA DETTE

ETAT DETAILLE ECHEANCES

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

| | SERVICE PREVISIONNEL DETTE EXTERIEURE 2002 |
|-------------------------------|---|
| Crédits multilatéraux | 74.0 |
| dont BIRD/IDA/FIDA | 23.1 |
| BAD/FAD | 16.7 |
| OPEP/DADEA/BID | 11.5 |
| FMI | 15.7 |
| Crédits Bilatéraux | 26.2 |
| dont Pays de l'OCDE | 12.8 |
| Pays arabes | 11.8 |
| Autres crédits | 2.0 |
| Crédits Exportation | 2.0 |
| Crédits com. Non assurés | 0.0 |
| Total partiel (a) | 102.2 |
| | |
| Dettes rééchelonnées | 15.1 |
| Opérations financières | 2.9 |
| Dépôt Koweïtien | 0.3 |
| compte d'opérations | 2.6 |
| Dettes Air Afrique | 0.7 |
| Intérêts/ tirages futurs | 0.4 |
| Total Dette Extérieure | 121.3 |

ANNEXE 8 Ter

SERVICE DE LA DETTE

ETAT DETAILLE ECHEANCES

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

| | SERVICE PREVISIONNEL DETTE INTER IEURE 2002 |
|---|--|
| Dettes Intérieures | 23.0 |
| Titres d'Etat | 19.1 |
| Prélèvement au profit du Budget d'Equiperment | 1.9 |
| Bons du Trésor | 2.0 |